

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

*Bulletin d'information
sur le développement social*
Volume 3, numéro 4 • NOVEMBRE 2002

Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté

Le débat

Des idées



LE MOT DE LA RÉDACTION



Michel Morel
rédacteur en chef

Stratégie de lutte contre la pauvreté, stratégies pour soutenir les familles, la prévention comme enjeu de société, un regard sur des expériences étrangères en matière de lutte contre la pauvreté et un autre projet communautaire visant le soutien aux personnes économiquement défavorisées, voilà en bref le contenu de la présente livraison du bulletin.

Stratégie de lutte contre la pauvreté

Tout le monde le sait, le projet gouvernemental de lutte contre la pauvreté est l'objet d'une importante commission parlementaire, actuellement et jusqu'en novembre prochain. Nous avons néanmoins tenu à connaître les réactions de Mme Linda Goupil, ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance, à ce stade-ci des discussions. De plus, sous la rubrique *C'est vous qui le dites!*, nous tenterons d'identifier certains des éléments importants qui se retrouvent dans les mémoires présentés jusqu'à maintenant.

Toujours sur cette question de la lutte contre la pauvreté, l'éditorial, signé par Hélène Morais, rendra compte de la position du Conseil de la santé et du bien-être en regard de la stratégie gouvernementale. De même, dans l'entrevue qu'elle nous a accordée, Mme Diane Lavallée, présidente du Conseil du statut de la femme, exprime le positionnement de son organisation face à cette question. Par ailleurs, comme la recherche de stratégies pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion est aussi une préoccupation partagée par d'autres pays, un texte rendra compte d'expériences étrangères présentées dans le cadre d'une conférence internationale tenue récemment. Enfin, sous la rubrique *Des projets, des actions...* nous vous présentons un bref aperçu des activités de l'organisme *Service budgétaire populaire de St-Félicien*.

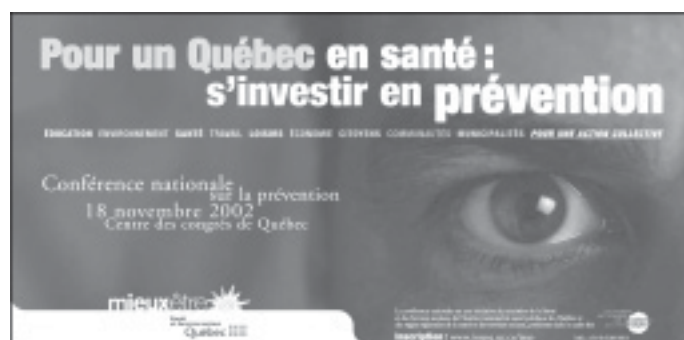
La question démographique

La question démographique demeure très préoccupante au Québec. C'est là un constat qui se répète d'année en année.

Le Conseil de la Famille et de l'Enfance a publié, en avril dernier, un important avis sur le sujet : *Démographie et famille : Avoir des enfants, un choix à soutenir*. Sous la plume de Jacinthe Roberge, le Conseil nous présente brièvement le contenu de cet avis. De son côté, l'Association des régions du Québec nous présente un texte portant sur les défis et les priorités d'action en matière de développement régional.

Conférence nationale sur la prévention

Le 18 novembre, dans le cadre des Journées annuelles de santé publique, se tiendra la Conférence nationale sur la prévention. Sous le thème «*Pour un Québec en santé : s'investir en pré-*



vention» l'événement, qui devrait réunir des participants provenant de divers horizons, vise rien de moins que de favoriser l'émergence d'un consensus pour faire de la prévention une priorité pour la société québécoise. Dans une brève entrevue, Richard Lessard, directeur de santé publique de Montréal-Centre et président du Comité organisateur de la Conférence, nous dit pourquoi et comment cet événement devrait contribuer à faire une plus grande place à la prévention. À cet effet d'ailleurs, le prochain numéro de développement social, qui paraîtra en janvier prochain, sera une édition spéciale, une édition qui servira d'«Actes» pour la Conférence nationale.

Bonne lecture.

Le bulletin DÉVELOPPEMENT SOCIAL est diffusé par le biais de réseaux d'organismes afin de limiter les frais postaux. Il peut arriver que des personnes, impliquées dans leur milieu, reçoivent plusieurs copies du bulletin. Nous demandons à ces personnes de retourner les copies supplémentaires inutilisées auprès de l'organisme diffuseur, en lui demandant de remédier à la situation.

Un tel geste contribuera à améliorer la diffusion du bulletin et nous aidera à mieux rejoindre les personnes et organismes impliqués en développement social.
Nous vous remercions.

La rédaction.

Le mot de la rédaction

par Michel Morel, rédacteur en chef

1

Éditorial

Continuons d'innover

par Hélène Morais

3

Entrevue

*Mme Linda Goupil, ministre d'État
à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance*
par Michel Morel

5

Le point de vue de nos partenaires

6

Réflexion

*Stratégies de lutte contre la pauvreté :
des expériences étrangères*
par Réal Boisvert et Michel Morel

8

Réflexion

*La question démographique :
un enjeu qui interpelle les communautés*
par Jacinthe Roberge du Conseil de la famille et de l'enfance

10

Dossier

*Développement régional :
les défis et les priorités d'action*
par Christine Émond Lapointe, présidente de
l'Association des régions du Québec

12

Entrevue

*Mme Diane Lavallée, présidente du
Conseil du statut de la femme*
par Réal Boisvert

14

Entrevue

*M. Richard Lessard, président de la
Conférence nationale sur la prévention*
par Michel Morel

17

Des projets, des actions...

Le Service Budgétaire Populaire de St-Félicien
par Michel Morel

19

C'est vous qui le dites!

*Quinze idées pour améliorer la Stratégie
nationale de lutte contre la pauvreté*
par Réal Boisvert, Isabelle Therrien et Michel Morel

22

Éditeur :

Conseil de la santé et du bien-être
880 Chemin Ste-Foy, r.c.
Québec, Qué. G1S 2L2
Tél. : (418) 643-3040 Télécopieur : (418) 644-0654
Courrier électronique : csbe@csbe.gouv.qc.ca
Internet : www.csbe.gouv.qc.ca

Les partenaires du bulletin :

Le Ministère de la Santé et des Services sociaux,
le Ministère de la Famille et de l'Enfance,
le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale,
le Conseil de la famille et de l'enfance,
le Conseil du statut de la femme,
l'Institut national de santé publique du Québec,
l'Association des régions du Québec,
la Fédération québécoise des municipalités,
l'Association des CLSC et CHSLD du Québec,
l'Association des CLD du Québec,
la Régie régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec.

Comité directeur :

Michel Morel, rédacteur en chef
Institut national de santé publique du Québec

Réal Boisvert

Régie régionale de la santé et des services sociaux
de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Lorraine Carrier

Association des régions du Québec

Sylvain Larouche

Association des CLSC et CHSLD du Québec

Lucie Paquet

Conseil du statut de la femme

Line Paradis

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Odette Plante

Conseil de la famille et de l'enfance

Louise Therrien

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Conception et impression :

ACOR

Page couverture :

Carré orange éperdu d'inforoute (détail), Œuvre de Réal Boisvert, Collection privée

Politique éditoriale

Les objectifs du bulletin sont de rendre compte de ce qui se passe au niveau des communautés et des régions en matière de développement social, de poursuivre la promotion du développement social ainsi que la sensibilisation des différents acteurs locaux, régionaux et nationaux, par la diffusion de textes présentant des réflexions sur des enjeux de développement social.

Conformément aux objectifs définis, les articles publiés dans le bulletin doivent s'inscrire dans une perspective d'information des lecteurs et lectrices et de promotion de la préoccupation du développement social. L'expression d'opinions et de points de vue spécifiques se fait sous la rubrique « **Point de vue** ». Les textes publiés sous cette rubrique sont la responsabilité de leur signataire et n'engagent aucunement les autres partenaires du bulletin.

- Les textes publiés dans le bulletin peuvent être reproduits, à condition d'en citer la source.
- Les personnes et les organisations désireuses de recevoir le bulletin doivent prendre contact avec l'éditeur du bulletin, le Conseil de la santé et du bien-être.
- DÉVELOPPEMENT SOCIAL souhaite recevoir les opinions et commentaires de ses lecteurs et lectrices. La rubrique *C'est vous qui le dites!* est destinée à permettre l'expression de ces opinions et commentaires.

Pour nous rejoindre : Michel Morel,
téléphone : 514 528-2400 poste 3532,
Courrier électronique : michel_morel@ssss.gouv.qc.ca



Hélène Morais
Présidente
Conseil de la santé et du bien-être

Continuer d'innover

Pour le Conseil de la santé et du bien-être, le geste posé par le Gouvernement, en proposant une Loi et une Stratégie nationale de lutte à la pauvreté, démontre un véritable courage politique et une bonne capacité d'innovation. Dans son mémoire devant la Commission parlementaire, le Conseil a invité le Gouvernement à faire preuve de la même audace dans la mise en œuvre des conditions de réussite de ce projet. La première concerne la coordination interministérielle pour lutter efficacement contre la pauvreté. La deuxième porte sur la décentralisation, de façon à renforcer la capacité d'action des communautés. De plus, question de manifester son respect pour les personnes appauvries, une sécurité économique minimale devrait leur être offerte.

Une coordination interministérielle efficace: une affaire de volonté politique

Le projet de loi contient les éléments nécessaires pour démontrer à quel point la pauvreté et l'exclusion concernent plusieurs secteurs de l'intervention publique. Aucun secteur d'intervention ne peut, à lui seul, venir à bout de la pauvreté et de l'exclusion sociale, pas même le secteur de la sécurité du revenu.

Le Conseil estime que la responsabilité de la loi doit être accordée à un ministre clairement identifié, mais que cette responsabilité doit être partagée avec les principaux ministres concernés. Outre le ministre de la Santé et des Services sociaux, nous pensons notamment aux ministres des Affaires municipales, de l'Éducation, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, de l'Habitation, des Finances, de l'Économie et de la Recherche, du Travail ou des Transports. De plus, à ce chapitre, le Conseil est d'avis que la Stratégie de lutte à la pauvreté et à l'ex-

clusion doit aussi établir une cohérence avec d'autres politiques gouvernementales. Ainsi, il en va de la politique de développement régional, de la politique de la ruralité ou de la Politique de la santé et du bien-être.

Cela dit – et c'est plus facile à dire qu'à faire – il reste à définir et à mettre en place le mécanisme formel par lequel seront établis les liens souhaités et souhaitables. Deux types de coordination interministérielle sont pensables. Un premier, qui repose sur un secteur d'activité, un ministère, qui cherche à susciter cette coordination à partir de son pouvoir d'influence et de la bonne volonté des autres secteurs. Un deuxième modèle est possible, à partir d'un mécanisme comportant un pouvoir d'autorité ou de commande sur les unités à coordonner. On pense par exemple au Conseil du Trésor ou au Secrétariat du Comité des Priorités. Le Conseil penche évidemment vers ce deuxième type de mécanisme. Pour que ce soit efficace, il faut que la coordination des secteurs d'activité pour la lutte à la pauvreté dépasse la bonne volonté et repose sur une volonté politique explicite, qui dispose de moyens d'actions.

Aider les collectivités à agir efficacement

On sait que le projet de loi provient d'un mouvement issu de la participation sociale. Le *Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté* a fait la démonstration de l'efficacité de l'action citoyenne et, dans les localités et auprès des personnes pauvres et exclues, il joue indéniablement un rôle très important. L'existence du projet de loi fournit donc la preuve que l'appropriation par les collectivités locales des leviers de leur développement et la participation sociale

peuvent mener à des actions concrètes pour lutter contre la pauvreté.

Le Conseil estime que, sans une implication des collectivités locales, il sera difficile d'articuler une lutte efficace contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Or, on observe, dans l'actualité politique, une résurgence du débat sur la décentralisation. Le Conseil invite donc le Gouvernement à penser plus concrètement la manière dont la décentralisation peut contribuer à renforcer la capacité d'action des collectivités en matière de lutte à la pauvreté et à l'exclusion. Deux questions sont à travailler : quels pouvoirs

► (...) sans une implication des collectivités locales, il sera difficile d'articuler une lutte efficace contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

pourraient être dévolus aux collectivités? Et comment les collectivités pourraient être habilitées à oeuvrer de manière plus harmonieuse? Par exemple, le lien entre les CLD et les CLÉ pourrait être plus explicite. On pourrait accroître la capacité d'action concertée entre les CLSC et les autres institutions locales. En somme, notre souhait, c'est qu'à la faveur du débat sur la lutte à la pauvreté, on cherche à influencer le dé-

bat qui s'amorce sur la décentralisation et, aussi, à s'en inspirer.

Donc, au niveau des moyens, la coordination interministérielle et la décentralisation sont à privilégier. C'est à l'aune de la décision que prendra le gouvernement sur ces sujets qu'on pourra juger de l'importance du coup de barre qu'il veut donner pour se donner des vrais moyens en regard de la lutte à la pauvreté. L'ampleur de la finalité appelle des moyens qui soient à sa hauteur. Par ailleurs, pour joindre le geste à la parole, le fait de proposer un projet de loi doit être accompagné d'un beau geste à l'égard de la sécurité financière des personnes appauvries, et marquer ainsi l'authenticité de la volonté d'agir gouvernementale.

Pour le respect des personnes pauvres : une aide financière adéquate

Un débat reste à faire autour des concepts d'un revenu de citoyenneté ou encore d'un revenu de solidarité. Au cœur de ce débat doit résider la nécessité d'assurer à tous les Québécois et à toutes les Québécoises une sécurité économique minimale.

Cette question de la sécurité économique se pose pour de nombreux segments de la population québécoise. Elle touche même des individus qui sont actifs dans le marché du travail. Elle se pose aussi, évidemment, pour tous ceux qui se retrouvent à la sécurité du revenu.

Les différentes mesures économiques de la pauvreté en arrivent toutes à une appréciation relativement semblable de ce qu'il faut pour vivre dignement au Québec. Dans ce cas, l'avis du Conseil est que nos programmes de sécurité du revenu devraient fournir, de façon inconditionnelle et inaliénable, à chaque Québécois et à chaque Québécoise, au moins assez de ressources pour vivre dignement et assumer ses responsabilités. C'est d'ailleurs un sujet que le Conseil avait abordé dans l'avis intitulé « Quel temps pour les jeunes ? ».

Une idée-force : pour la lutte à la pauvreté, renforcer le système de santé; pour renforcer le système de santé, faire la lutte à la pauvreté

Aux yeux du Conseil, ce projet de loi a le sérieux mérite de mettre le doigt sur un problème social majeur, et il traduit, en même temps qu'il veut l'encadrer, la vo-

lonté gouvernementale d'agir à court et à moyen terme de manière à améliorer les conditions de vie des plus démunis parmi les Québécois et les Québécoises. Une telle volonté doit être encouragée.

La raison pour laquelle le Conseil de la santé et du bien-être appuie ce projet de lutte contre la pauvreté, c'est qu'il en reconnaît la nécessité pour la santé et le bien-être de la population québécoise. Les pauvres et les exclus présentent davantage de problèmes de santé, c'est un fait. C'est un fait aussi que le système de services de santé et de services sociaux connaît des pressions importantes. Dans une perspective de lutte à la pauvreté, il faut donc renforcer ce système, et ce n'est surtout pas le temps de l'amoindrir, en ouvrant la voie à un système privé.

Par ailleurs, si le maintien d'un système de services de santé et de services sociaux publics, de qualité et accessibles à tous représente un élément essentiel pour réduire la pauvreté, la mise en place d'une stratégie de lutte contre la pauvreté s'impose de façon encore plus marquée pour prévenir à la source les problèmes de détresse sociale et de santé et soutenir le développement du potentiel humain. ■■■





Linda Goupil, Ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance

La Commission des Affaires sociales se penche actuellement sur le projet de loi 112. Plus de soixante organismes, institutions, groupes ou personnes ont été entendus. À ce stade-ci des consultations, la ministre responsable du dossier, Mme Linda Goupil, ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance, a bien voulu accepter de nous faire connaître ses réactions.

MM : En juin dernier, le gouvernement du Québec rendait public la Stratégie gouvernementale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, accompagnée du projet de Loi 112, et annonçait la tenue d'une Commission parlementaire pour la rentrée. Comment réagissez-vous à l'accueil qui a été réservé par les médias à l'initiative gouvernementale?

Mme Goupil : Les médias ont salué le caractère avant-gardiste du projet de loi qui fait en sorte que le gouvernement devra rendre des comptes 3 ans après le début du plan d'action. On a salué aussi le courage du gouvernement qui n'hésite pas à mettre de l'avant un projet qui va à l'encontre du vent de droite qui déferle sur le Québec, c'est un projet de loi progressiste qui va même plus loin que ce que la France a fait dans le domaine.

MM : Depuis l'annonce de la Stratégie et du projet de loi, vous avez dû avoir de nombreux échanges avec les différents groupes, communautaires ou autres, qui interviennent généralement sur ces questions. Quelles sont leurs réactions et à quoi vous attendez-vous pour la Commission parlementaire?

Mme Goupil : Jusqu'à maintenant, plus de 70 groupes ont été entendus en commission parlementaire. L'accueil est très favorable et on désire ardemment que l'adoption du projet de loi soit faite avant la fin de la présente session. Les femmes et les hommes qui se sont fait entendre à l'occasion de la commission nous ont soumis des commentaires très pertinents qui enrichiront notre Stratégie Nationale de lutte contre la pauvreté

et l'exclusion sociale. Nous sommes sensibles aux mémoires présentés, et il est clair que dans notre stratégie, il faudra continuer de faire la lutte aux préjugés véhiculés au sujet des personnes qui vivent des situations difficiles. Il est clair que trop d'idées préconçues circulent au sujet des moins favorisés de notre société.

MM : La Stratégie gouvernementale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion doit se concrétiser dans un plan d'action concret. Qu'en est-il de ce plan d'action?

Mme Goupil : Comme le prévoit la loi 112, le plan d'action doit être déposé 60 jours après l'adoption de la loi. Actuellement, le projet de loi est toujours à l'étude. Par ailleurs, le plan d'action est en cours d'élaboration et la commission nous fournit l'occasion de préciser les contours.

MM : La Stratégie gouvernementale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion affirmait l'importance de mobiliser les régions, les localités et l'ensemble de la société en regard de l'objectif de réduire la pauvreté. Quelles seront les actions entreprises pour rejoindre les différents acteurs sociaux?

Mme Goupil : Il est clair que tout le monde doit mettre la main à la pâte pour combattre la pauvreté. L'état doit être le chef d'orchestre, mais en revanche, il est clair qu'il ne peut y arriver seul. Les entreprises, les syndicats les groupes communautaires et chaque citoyenne et citoyen doivent se mobiliser dans l'atteinte de cet objectif. Il y aura 600 000 emplois à combler au Québec d'ici 2005,

nous ne pouvons nous permettre qu'il y ait des laissés pour compte dans notre société! Nous avons besoin de toutes nos forces vives pour atteindre notre objectif de plein emploi d'ici 2005, et les entreprises comme les syndicats en sont pleinement conscients.

MM : La Stratégie gouvernementale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion mentionnait également la nécessité, pour le gouvernement, d'arrimer et d'adapter plusieurs de ses politiques sectorielles (normes du travail, salaire minimum, sécurité du revenu,...). Est-ce que des décisions concrètes ont été prises en ces matières?

Mme Goupil : Je suis heureuse que vous me posiez cette question. Premièrement, le 1er mai dernier, mon collègue ministre du travail, M. Jean Rochon, a rendu public un document de consultation sur les normes du travail intitulé : « Revoir les normes du travail : un défi collectif ». La consultation auprès de divers groupes est terminée et un projet de loi est en voie d'être complété. En ce qui concerne la révision du salaire minimum, notre gouvernement a mis en place un mécanisme de révision qui tient compte de 11 critères regroupés sous 4 axes. Chaque année, le Conseil des ministres prendra une décision relativement à la hausse du salaire minimum en se basant sur les indicateurs du mécanisme de révision. Enfin, au sujet de la sécurité du revenu, tous les détails seront connus lors du dépôt du plan d'action.

MM : Après la Commission parlementaire, quelles sont les prochaines étapes?

Mme Goupil : Après la commission, il y aura étude article par article du projet de loi. Ensuite, il y aura adoption en chambre. Finalement, 60 jours après le dépôt du projet de loi, il y aura dépôt du plan d'action. ■■■

Le **POINT** de **vue** ... DE NOS PARTENAIRES

Le bulletin Développement social compte dorénavant sur de nouveaux partenaires. Nous leur avons demandé de partager avec nous les raisons pour lesquelles ils ont accepté de participer au projet. MM

S'associer davantage aux démarches intersectorielles de concertation et de partenariat

Notre association au bulletin du développement social s'inscrit dans la perspective de favoriser le partage des connaissances et l'accroissement des compétences sur les approches qui renforcent la cohérence de l'intervention intersectorielle et l'engagement des communautés dans la prise en charge de leur santé et de leur bien-être.

Dans sa *Politique de la santé et du bien-être* publiée en 1992 actuellement en processus de renouvellement, ses *Priorités nationales de santé publique 1997-2002* et son prochain *Programme national de santé publique*, le ministère de la Santé et des Services sociaux réitère l'importance de s'engager auprès des communautés et de réduire les inégalités particulièrement en matière de santé et de bien-être.

Par leur contribution à une plus grande justice sociale et leur incitation à une participation citoyenne plus accrue, les approches associées au développement social et au développement des commu-

nautés apparaissent de plus en plus indiquées pour améliorer la santé et le bien-être. En ce sens, la santé publique souhaite s'associer davantage aux démarches intersectorielles de concertation et de partenariat favorisant ce type d'approches.

Parmi ses stratégies d'action, la santé publique accorde une grande importance au renforcement du potentiel des personnes et des communautés. Le maintien et l'amélioration de la santé et du bien-être de la population et le développement d'environnements sains et sécuritaires résultent en effet de l'engagement conjugué à la fois des personnes et de leur collectivité. Dans cette optique, elle souhaite soutenir davantage la mise en œuvre et l'évaluation d'initiatives émergeant de la communauté particulièrement au regard des actions favorables à l'atteinte des objectifs de santé et de bien-être.

Pour le bénéfice de tous les partenaires des paliers local, régional et national, le bulletin du développement social constitue un moyen pertinent de mettre à profit les expériences de développement des communautés et d'en tirer des apprentissages en vue d'améliorer nos pratiques.

RICHARD MASSÉ, Directeur national de santé publique, Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec ■■■



Richard Massé

Allier développement économique et développement social pour une société juste!

Dans une ère où le développement économique est largement présenté comme la clef de l'épanouissement et du mieux-être d'une société, d'une communauté et de chacun de ses membres, nous estimons qu'il faut clamer haut et fort la nécessité d'y allier étroitement le développement social, si nous voulons bâtir une société juste, équitable et solidaire.

Le Conseil de la famille et de l'enfance s'inscrit dans ce mouvement qui s'attache à l'amélioration de l'ensemble des conditions de vie d'une population. Ainsi, il favorise une approche globale qui tient compte de tous les aspects du développement d'une communauté et de leurs interrelations, qui accorde une voix aux citoyens et citoyennes et qui fait une place particulière aux spécificités locales.

Le Conseil de la famille et de l'enfance croit alors qu'une politique familiale doit s'articuler dans une perspective globale de développement social. En effet, plus que la somme des individus qui le compose, le système familial demeure un milieu de vie, et le premier lieu de socialisation de ses membres. Toute action qui le concerne multiplie ses effets.

Nous sommes convaincus que la famille, quelle qu'elle soit, doit être considérée et traitée de manière privilégiée pour contribuer à l'efficacité du développement économique et social souhaité.

NICOLE BOILY, présidente du Conseil de la famille et de l'enfance ■■■



Nicole Boily

► (...) le ministère de la Santé et des Services sociaux réitère l'importance de s'engager auprès des communautés et de réduire les inégalités (...)



Yvon Leclerc

L'importance du développement local

Aussi étonnant que cela puisse paraître, il est de la plus haute importance de débiter ce texte par une brève description de ce que nous entendons par *développement*

local. La mise en place des CLD et la définition des conditions dans lesquelles ils doivent opérer rendent cette description nécessaire.

Le développement local

On croit souvent que le développement local constitue une sorte de variante du développement régional auquel il est d'ailleurs souvent comparé. Il n'en est rien. Il s'agit plutôt d'une démarche évolutive, d'un mouvement qui s'incarne et se développe dans la famille, le village ou le quartier avant de s'identifier à une région administrative ou métropolitaine. Une forme de développement issue du milieu (endogène) plu-

tôt que venant de l'extérieur ou de l'étranger (exogène).

Cela dit, le développement local c'est aussi la réunion, dans une action commune, des efforts du secteur privé, du secteur public et de l'économie sociale et communautaire. C'est ainsi que l'on retrouve, côte à côte, des acteurs de ces trois domaines qui se concertent pour tirer le maximum du potentiel physique, économique, social, culturel et environnemental de leur milieu. Dès que l'un ou l'autre de ces secteurs ne tourne pas à plein régime ou, pire encore, diminue ses activités, il se produit un effet domino qui provoque un ralentissement de la cadence du développement de ce milieu.

En fait, la définition du développement local n'est pas nouvelle. Ce qui est nouveau, c'est que l'on a maintenant cessé de considérer le développement local comme la chasse gardée du secteur privé de l'économie. Des secteurs encore hier complètement écartés des stratégies de mise en valeur d'un milieu

comme la culture, les services éducatifs, familiaux ou sociaux, le recyclage des matériaux, etc. font désormais partie de la gamme des moyens utilisés par une communauté locale pour améliorer son bien-être. Stratégie inclusive qui fait place à la diversité des secteurs de production afin d'élargir le bassin des promoteurs et des entrepreneurs.

La force du milieu

La force des CLD, ce sont ces milliers de personnes, élus municipaux, gens d'affaires, représentants des milieux communautaires, syndicaux et institutionnels, qui, en dépit de leurs différences, travaillent ensemble avec des équipes de professionnels bien enracinés en faveur de l'économie locale et de l'emploi.

Répartis sur tout le territoire, les 108 CLD représentent *Le plus grand réseau de soutien à l'entreprise* au Québec.

YVON LECLERC, président
Association des CLD du Québec ■■■



Linda Goupil

Lutte contre la pauvreté et développement social

Au cours des dernières années, nous avons assisté à un vaste mouvement de mobilisation de tous les acteurs de la société en faveur d'un Québec plus

équitable et solidaire. Nous avons compris qu'il fallait agir à la fois sur les causes et sur les conséquences pour prévenir et développer le plein potentiel de chaque personne.

En 1998, le Forum national sur le développement social a misé sur l'engagement des régions, des partenaires, de l'État pour développer des projets à l'image des femmes et des hommes de toutes les collectivités du Québec et de leurs besoins.

Le débat de société engagé présentement autour du projet de loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, illustre de façon éloquente

► La stratégie nationale de lutte contre la pauvreté s'inscrit dans une perspective de développement social (...)

qu'une société ne peut se développer sans prendre en considération les dimensions économique, sociale, culturelle et environnementale qui la définit. Toutes celles et tous ceux qui

ont exprimé leur opinion ont convenu de la nécessité d'une approche globale et concertée avec l'ensemble des partenaires concernés et préoccupés par l'avenir du Québec.

La stratégie nationale de lutte contre la pauvreté s'inscrit dans une perspective de développement social et, en ce sens, le bulletin d'information Développement social constitue un véhicule privilégié qui nous permettra de partager nos réflexions autour de ce grand projet de société et de rendre compte des progrès réalisés.

LINDA GOUPIL,
Ministre d'État à la Solidarité sociale,
à la Famille et à l'Enfance ■■■

par Réal Boisvert et Michel Morel

STRATÉGIES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ : DES EXPÉRIENCES ÉTRANGÈRES

La 30^{ième} conférence du Conseil international de l'action sociale
sur la politique et les services sociaux (Rotterdam 24 - 29 juin 2002)

Comme toute conférence internationale, celle de Rotterdam bourdonnait d'ateliers, de séminaires et de plénières. Il nous est apparu utile ici d'en relater certaines communications, surtout celles en lien avec un aspect ou un autre du développement social.

Le renforcement du potentiel des personnes et des communautés

Un projet de la Malaisie

La Federation Planning Association of Malaysia (FPAM) s'est donné pour objectif de créer une génération de femmes en santé en matière de sexualité et de reproduction humaine. Mission impossible si elle est abordée dans un contexte traditionnel d'éducation sanitaire, surtout dans un pays qui se distingue par un développement économique sans contraintes et une urbanisation fulgurante. Or, les chances de réussite changent du tout au tout dans une perspective de développement des communautés.

Délaissant les approches clientélistes ou les méthodes du cas par cas, la FPAM a donc déployé tout l'arsenal des stratégies propres à l'action communautaire : mobilisation des actrices clé du milieu, établissement de services spécialisés, rencontres avec les responsables mâles des assemblées traditionnelles, création de mécanismes de coordination réunissant différents paliers gouvernementaux, contribution de l'appareil scolaire, tenue de séminaires publics... Un tel déploiement a fait de la question de la reproduction humaine un enjeu social majeur. Même les plus récalcitrants se sont mis à participer aux débats publics. La vie collective devenant plus animée, l'intérêt pour le développement de la communauté s'est trouvé à son tour stimulé. Les résidents ont vite compris que les problèmes de la reproduction humaine n'étaient pas étrangers à la trans-

mission intergénérationnelle de la pauvreté et qu'elle devait déborder sur des considérations plus larges, comme sur la mise en place de services publics en santé et en éducation. Mieux encore, aussi isolées fussent-elles, les petites communautés malaysiennes se sont mises à croire qu'elles aussi pouvaient s'inscrire dans une dynamique de développement social et économique...

Une expérience à Buenos Aires

Même chose en Argentine, cette fois avec les squatters de Buenos Aires, pourchassés sans relâche par les policiers et repoussés loin derrière la couronne des bidonvilles.

Données à l'appui, les gens du département d'anthropologie de l'Université de Buenos ont réussi à convaincre les fonctionnaires de la ville des vertus de l'intégration sociale. Cela eut pour effet d'inciter la police à desserrer son étreinte sur les squatters. Puis, la répression s'étant relâchée, des contacts purent s'établir entre travailleurs sociaux et squatters. De rapprochements en rapprochements, les sans abri en vinrent à vouloir «profiter» de certains services cliniques de base, à «accepter» d'inscrire leurs enfants à des ateliers de formation, à «consentir» à adopter des règles d'hygiène dans leur maison de fortune. C'est ainsi que la chaîne du renforcement du potentiel des personnes se construisit peu à peu. Puisqu'on s'occupait d'eux autrement qu'en criminalisant leur conduite, les squatters modifièrent l'image qu'ils avaient d'eux-mêmes : plus de dignité et une plus grande confiance en soi. À la fin, ce sont les squatters eux-mêmes qui prirent l'initiative d'inscrire leurs enfants dans les écoles les plus proches. De plus, en rafistolant des mesures abandonnées, certains se découvrirent des talents en menuiserie ou en plomberie. Des com-

pétences utiles pour agir sur leur destin et améliorer leur sort.

La question de la société civile

Une conférence internationale sur l'action sociale aborde inévitablement la notion de société civile. Pour Charles Bahmueller la société civile est le lieu d'activités volontaires, non contrôlées par les pouvoirs publics, une sorte de réseau de relations sociales sponta-



Photo : RB

nées qui se tisse en marge de l'ordre politique et des corporations publiques.

Son rôle serait d'intégrer des individus isolés dans un mouvement social plus vaste, leur offrant ainsi des occasions de contact, d'alliance, de revendication et de cohésion. La société civile, a-t-il précisé, est un rempart contre les abus du pouvoir car c'est une forme d'organisation sociale capable d'établir des rapports de force et d'influencer le

développement général de la société. Il affirme que c'est surtout de la société civile que proviennent les solutions aptes à favoriser une réduction des écarts entre les riches et les pauvres, et cela, en complémentarité avec les efforts de l'État.

L'observation de Bahmueller n'est pas oiseuse au moment où, un peu partout dans le monde, on affirme vouloir réduire la taille des États, dénonçant les charges collectives et prônant le retour à des valeurs individualistes.

Les nouveaux partenariats impliquant les entreprises privées

La conférence de Rotterdam a mis en lumière plusieurs projets en développement local auxquels sont associées de grandes corporations comme la Rabobank, la Shell Company ou la Prince of Wales International Business leaders Forum.

Bien sûr, il n'y a rien de répréhensible dans le fait de concilier les intérêts économiques et l'amélioration du sort des populations pauvres. Contrairement à ce qu'elles prétendent, les collaborations entre ces grandes entreprises et certains groupes sociaux ne méritent pas l'appellation de nouveau partenariat. Elles se rangeraient plutôt dans la catégorie du bon vieux sponsorship, comme on dit en France. En effet, dans les exemples présentés, les entreprises se réservent jalousement le droit de choisir les projets de développement, les endroits où ils se déroulent et les personnes à impliquer. Shell, par exemple, apprécie particulièrement les projets s'inscrivant en environnement. La Rabobank prend soin de faire transiter le financement des projets de développement qu'elle soutient par ses succursales locales. La Prince of Wales Foundation, tout comme les autres entreprises, évite avec soin, dans les pays où elle s'implique, toute initiative qui va à l'encontre de l'ordre établi.

La question posée crûment ici est de savoir si ces actions de relations publiques contribuent effectivement à combler les fossés entre les riches et les pauvres ou servent davantage à redorer le blason des corporations ?

Et les nouvelles technologies de l'information

Les NTI peuvent-elles contribuer à réduire le fossé entre les sociétés riches et les sociétés pauvres, exclues des technologies de l'information et du monde des savoirs ? La réponse de Jan Steyaert est intéressante.

Par exemple, près de 80 % des êtres humains ne sont pas branchés à Internet et 50 % de la population mondiale n'a jamais reçu un appel téléphonique. Le sens commun voudrait que ces écarts soient comblés, et que, ce faisant, l'humanité fasse un bon prodigieux en matière de développement social !

À regarder de plus près, nous dit Steyaert, ne retrouve-t-on pas sur Internet la possibilité de jouer à des jeux de hasard et de voir de la pornographie ? Rien qui favorise le développement social assurément. Mieux encore, l'information susceptible d'être la plus utile aux groupes défavorisés est absente : où trouver des soins de santé pour les enfants ? comment se débarrasser du plomb dans la tuyauterie ? où trouver l'argent pour combler les fins de mois ? comment se débarrasser des rats ? qui appeler pour améliorer la sécurité dans le voisinage ? etc... Autre petit exemple éloquent : l'espérance de vie au Nigéria est de 48 ans, cela en raison de la malaria transmise par un vecteur dont on pourrait stopper les ravages en munissant les gens d'un filet antimoustique pour dormir la nuit. Qu'est-ce qui le plus utile pour eux, l'accès à Internet ou cette mesure élémentaire de santé publique ?

Steyaert conclut en disant qu'affirmer que le fait de brancher tous les citoyens du monde sur Internet donnerait une poussée formidable au développement social relève d'une pensée réductrice. La technologie n'est qu'un élément parmi plusieurs pour combler le fossé entre les riches et les pauvres. Rien de plus !

Et les stratégies nationales...

L'Union européenne entend favoriser la mise en place de stratégies de lutte contre la pauvreté dans tous les pays membres. Pour y arriver, on a édicté quatre conditions : les pays adhèrent

officiellement à la stratégie d'ensemble pour une longue durée ; en contrepartie, ils reçoivent l'assurance que la stratégie européenne reposera sur une forme de décentralisation ; ce principe étant acquis, les pays membres s'engagent à mobiliser tous les acteurs concernés et à adopter des approches intégrées. Ils verront enfin à ce que leur démarche ait une grande «visibilité» et un leadership politique affirmé.

Des progrès significatifs ont été accomplis jusqu'ici. Des objectifs communs ont été arrêtés à la conférence de Nice en 2001 : faciliter la participation sociale par l'accès à l'emploi, l'accès aux ressources, aux droits, aux biens et aux services ; prévenir les risques d'exclusion sociale ; venir d'abord en aide aux plus vulnérables et mobiliser tous les acteurs de la société. Des politiques ou des stratégies nationales ont été conçues dans l'ensemble des pays. Le défi qui sous-tend ces politiques se pose clairement : il consistera à équilibrer, dans les politiques d'emploi et les politiques sociales, les mesures universelles et les mesures davantage ciblées. Enfin, autre progrès non négligeable, on s'est entendu sur des indicateurs à utiliser et sur la production périodique d'un rapport sur l'évolution des travaux.

Ici ou en Europe, les éléments d'une stratégie de lutte contre la pauvreté devraient être les mêmes. Ce qui nous distingue des Européens compte moins que ce qui nous rapproche. Nous faisons face aux mêmes problèmes au regard de l'exclusion sociale et des inégalités. Une exception importante, toutefois. En effet, contrairement à ce qu'on observe au Québec, en Europe ce sont les politiciens et les représentants des appareils d'État plutôt que les citoyens ou les membres de la société civile qui influencent le plus l'élaboration de la stratégie européenne de lutte contre la pauvreté. Cela n'est pas étranger au fait qu'en Europe les organismes communautaires, tels qu'on les connaît ici, sont moins présents et moins actifs. Il s'agit là d'un «avantage concurrentiel» dont il ne tient qu'à nous de profiter... ■■■

par Jacinte Roberge,
Conseil de la famille et de l'enfance

LA QUESTION DÉMOGRAPHIQUE : UN ENJEU QUI INTERPELLE LES COMMUNAUTÉS

La situation démographique au Québec a fait l'objet de bien des débats depuis le printemps. Ils sont alimentés entre autres par les données du dernier recensement canadien qui ont commencé à être disponibles, lesquelles confirment les tendances lourdes du vieillissement de la population et de la faible fécondité. Le Premier ministre du Québec a même demandé que soit entreprise une démarche en vue d'élaborer une politique de population, dont un volet concernerait la natalité. Le Conseil de la famille et de l'enfance souhaite que le gouvernement, dans sa réflexion, tienne compte de l'Avis Démographie et famille : Avoir des enfants, un choix à soutenir, qu'il a émis en avril dernier. Dans cet Avis, plutôt que de s'appesantir sur les conséquences de notre situation démographique, le Conseil a préféré regarder comment intervenir sur cette réalité, à partir du point de vue de la famille et de la réalisation du désir d'enfant.

Quelques indicateurs

Il est clair que la situation n'est pas rose, avec seulement 73 500 naissances en 2001 et un indice synthétique de fécondité (ISF) de 1,47 enfant par femme. Le Québec se situe pourtant dans la moyenne des pays industrialisés, et il en est de même pour le vieillissement de sa population. Pour ce qui est des variations régionales de cet indice, le Nord et le Centre du Québec affichent la plus forte fécondité, alors que les régions de la Capitale-Nationale et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine enregistrent les valeurs les plus faibles. La région de Montréal détient quant à elle une fécondité avoisinant la moyenne provinciale. Autre fait à noter, toutes les régions extérieures aux grands centres ont connu une diminution du nombre de jeunes.

Bien que ces statistiques soient préoccupantes, il faut rappeler que les Qué-

bécoises et les Québécois souhaitent avoir plus d'enfants qu'ils n'en ont en réalité. Les démographes estiment de fait que les aspirations de fécondité des jeunes femmes comme celles des jeunes hommes sont de deux enfants en moyenne, et ceci est constant depuis le milieu des années soixante-dix. Que se passe-t-il donc pour que les gens révisent à la baisse leurs aspirations et modifient de la sorte leur projet d'avoir des enfants?

La transformation des valeurs

Plusieurs démographes et autres experts ont souligné que la société québécoise a beaucoup changé en très peu de temps, si on la compare à d'autres pays industrialisés qui ont connu des transformations similaires sur de plus longues périodes. Les valeurs véhiculées aujourd'hui sont différentes et elles se sont diversifiées. Cette multiplicité entraîne un brouillage des repères, une plus grande difficulté à se situer. La transformation radicale de la vie familiale, avec la diminution du mariage et la montée de l'union libre, l'augmentation des divorces et des ruptures d'union, l'apparition de nouvelles formes de familles, de nouveaux modes de vie, sont caractéristiques des périodes de transition. Pourtant, de nouvelles valeurs émergent de ces mutations intenses.

Ainsi, avoir une vie de couple n'est plus synonyme de fonder une famille et avoir des enfants. Réussir sa vie de couple est plutôt devenu un objectif en soi, et l'on considère l'engagement dans la vie de couple comme indispensable au bonheur. En contrepartie, le fait d'avoir des attentes très élevées face à la vie de couple peut en partie expliquer que l'on envisage plus rapidement la rupture lorsque ces attentes ne sont pas rencontrées.

À l'instar d'une nouvelle conception du couple, une conception différente de l'enfant a vu le jour. L'enfant est devenu une personne à part entière, autonome et vulnérable; on ne le voit plus comme un « producteur », mais comme un « éco-citoyen ». À la différence d'autrefois, où l'on pensait que le mariage devait durer toute la vie, c'est maintenant le lien à l'enfant, c'est-à-dire la filiation, qui est considéré comme un lien indissoluble. En vertu de cette nouvelle conception, on souhaite aujourd'hui « réussir son enfant » autant que « réussir sa vie », et on fonde dorénavant une famille selon un nombre idéal d'enfants que l'on s'est fixé.

Les représentations des rôles parentaux ont également beaucoup changé. Les parents des années 2000 voient leur rôle différemment : père et mère peuvent donner les soins aux enfants et participer à leur développement. Les jeunes mères veulent avoir à la fois une vie professionnelle et une vie de mère. Quant aux jeunes pères, ils vivent la remise en question des rôles traditionnels d'autorité et de pourvoyeur et tentent de s'adapter aux nouvelles valeurs. Face à ces idéaux, cependant, la réalité demeure tout autre : la participation des mères au marché du travail reste subordonnée à leur rôle maternel, et l'inégalité subsiste dans le partage des tâches domestiques et des tâches liées aux soins des enfants. Pour ce qui est des pères, le monde du travail ne reconnaît pas leur rôle, et bien des difficultés se posent lors des ruptures d'union pour qu'ils puissent exercer leur parentalité.

La situation économique des jeunes familles

La situation économique des jeunes familles s'est, elle aussi, profondément modifiée. On pense souvent à tort, par exemple, parce qu'aujourd'hui les deux conjoints travaillent, et que le revenu fa-

miliaire en dollars courants a augmenté, que le niveau de vie des familles a lui aussi doublé. Rien n'est plus faux : exprimé en dollars constants de 1998, le revenu moyen des familles n'a presque pas augmenté. En effet, en 1986, le revenu moyen des familles avant impôt était de 52 000 \$, comparativement à 57 000 \$ en 1998; et si l'on regarde le revenu moyen après impôt, le gain est encore plus faible, puisqu'il est passé de 42 000 \$ en 1986 à 44 000 \$ en 1998.

Le marché du travail a également subi plusieurs transformations. La dernière décennie a confirmé la progression rapide et constante de l'emploi atypique, c'est-à-dire du travail à temps partiel, à durée temporaire _occasionnel, contractuel, saisonnier_ ou autonome. En 2000, 36 % des travailleurs de 15 à 64 ans occupaient un emploi atypique, ces travailleurs étant en majorité des jeunes ou des femmes. Si le rythme se maintient, on prévoit que la part de l'emploi atypique sera supérieure à celle de l'emploi régulier à temps plein dès 2017.

De plus, de 1984 à 1999, tous les groupes d'âge ont vu s'accroître leur endettement. Ce sont toutefois les plus jeunes qui ont connu la pire détérioration, en raison notamment des dettes d'études. Le montant des prêts est en effet plus élevé qu'auparavant, mais les revenus des jeunes adultes n'ont pas suivi et ne leur permettent pas de rembourser davantage. À titre d'illustration, pour l'année financière 2000-2001, le prêt moyen à rembourser pour les études, chez les filles, oscillait entre 4 000 \$ et 11 000 \$, du collégial au baccalauréat universitaire. Les montants doublent pratiquement pour celles qui poursuivent aux études graduées.

Un autre phénomène, moins bien documenté, a fait son apparition : la pauvreté transitoire. Il s'agit du fait qu'un plus grand nombre de personnes que ce que l'on estime généralement se retrouvent, à une période donnée, en situation de précarité financière. Ces personnes se voient précipitées de façon soudaine dans un état de vulnérabilité à la suite de la perte d'un emploi, d'une rupture d'union, d'une maladie, etc. Sans protection adéquate, elles s'appauvrissent rapidement. De plus, il arrive fréquemment de travailler et de demeurer pau-

vre : c'est ce que révèlent des études récentes qui montrent qu'en 1998, la moitié des enfants vivant sous le seuil de faible revenu provenaient de familles dont le principal soutien avait travaillé une partie de l'année, voire l'année entière.

Une mobilisation générale pour un changement de mentalité

Pour le Conseil, la transformation des valeurs entourant la famille, l'organisation du monde du travail, de même que la situation économique des jeunes adultes constituent les principaux freins au désir d'avoir des enfants.

Pour modifier notre situation démographique, il faut provoquer un changement de mentalité et créer un environnement favorable à la réalisation du désir d'enfant. À cause du rôle important qu'il joue, l'État québécois doit donner l'impulsion de ce changement, à l'aide de tous les outils dont il dispose : ses législations, ses politiques, ses programmes, sa vision. Mais ce changement de mentalité doit aussi s'opérer dans tous les secteurs d'activité qui touchent la vie quotidienne et, pour y arriver, il faut que l'ensemble des acteurs socio-économiques prennent part à la création de cet environnement favorable. En outre, il est urgent d'agir sur deux pôles : les politiques du travail, afin de faciliter la conciliation des responsabilités familiales et professionnelles, et le soutien économique aux parents, pour l'adapter aux nouvelles réalités familiales, et le stabiliser.

Un coup de barre en conciliation famille-travail

On l'a vu, la situation de l'emploi a beaucoup évolué, et au cours des dernières années, la tendance vers des formes atypiques et des horaires non usuels de travail s'est confirmée ; ce phénomène touche en particulier les femmes et les jeunes, et va de pair avec la précarité financière. Cette nouvelle réalité fait du travail l'obstacle le plus difficile à surmonter lorsqu'on considère la venue d'un enfant, et peut provoquer le report ou l'abandon de ce projet.

Pour atténuer les freins liés au monde du travail, le Conseil recommande au gouvernement, d'une part, de poser un certain nombre de gestes concrets : donner l'exemple à titre d'employeur en

matière de conciliation famille-travail, mettre en place le régime d'assurance parentale, réviser la Loi sur les normes du travail pour donner une protection aux travailleurs atypiques et améliorer les dispositions qui ont une incidence directe sur la vie de famille, et enfin, finaliser le développement des services de garde en maintenant l'accessibilité à un coût minime.

D'autre part, l'effet d'entraînement doit aussi gagner les autres acteurs socio-économiques qui doivent participer à cette transformation : les entreprises, les syndicats et les associations d'employés ainsi que l'université doivent se mobiliser pour changer la culture du travail. Il faut, en particulier, se donner une qualité de vie dans les entreprises, permettre aux parents de remplir leurs responsabilités de travailleurs et de parents dans un cadre plus convivial, associer les employés à la démarche. Les syndicats et les associations d'employés devraient de leur côté donner priorité aux dossiers de conciliation famille-emploi dans l'agenda syndical, stimuler les actions novatrices, diminuer la résistance à changer les façons de faire et poursuivre le travail de sensibilisation à l'intérieur de leurs instances. Parce qu'elle est un important agent de changement, l'université devrait épauler les PME et les aider à innover dans leurs pratiques de gestion.

Revoir le soutien économique aux parents

Dans le domaine du soutien économique aux parents, il faut faire preuve de plus d'imagination et d'adaptation. Au niveau de la fiscalité et des programmes d'aide notamment, les mesures actuelles sont calquées sur un modèle dépassé de la famille. Même si les parents demeurent les premiers responsables de l'éducation de leurs enfants, il faut les soutenir par différents moyens, certains d'ordre financier, d'autres de l'ordre des services. Il est grand temps de reconnaître et de réévaluer les besoins de base des familles, de favoriser une plus grande stabilité des revenus et de donner une garantie de continuité dans le soutien financier. En assurant un soutien économique adéquat et plus stable aux parents, l'État enverrait un signal clair qu'il valorise ce rôle.

(suite en page 13)

Développement régional

Les défis et les priorités d'action

par Christine Emond Lapointe,
Présidente, Association des régions du Québec

En vue du **Rendez-vous national des régions**, (12, 13 et 14 novembre), le gouvernement du Québec lançait, au printemps dernier, une réflexion dans les régions et leur demandait d'identifier des défis et des priorités d'action en regard de trois thèmes relatifs au développement régional : la prospérité des régions, la vitalité des milieux et la capacité d'agir sur son développement. L'objectif poursuivi par le gouvernement est de bâtir, sur la base des propositions issues des régions, un plan d'action Québec-Régions réalisable d'ici 2005. Voici quelques-unes des priorités qui ont été identifiées par un ensemble de régions :

La formation et le développement de la main-d'œuvre

La qualification de la main-d'œuvre constitue un enjeu majeur pour l'ensemble des régions dans un contexte où est anticipée une pénurie de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs dont, le tourisme, l'agriculture, la forêt, la haute technologie et la santé. À ce chapitre, la formation et le développement de la main-d'œuvre sont prioritaires. Pour les régions, il apparaît essentiel d'adapter l'offre de service en formation aux orientations de développement régional. Une approche régionalisée qui prendra en compte les effectifs dont disposent les établissements de la région et les besoins de formation identifiés en concertation avec le milieu. Cela implique de diversifier les parcours scolaires et les voies de qualification et d'harmoniser les règles d'admissibilité et d'accessibilité aux programmes gouvernementaux afin d'agir sur le décrochage scolaire. Enfin, il devient urgent de positionner la formation comme un moteur de développement économique régional ainsi qu'un levier à l'innovation et à l'esprit entrepreneurial.

Les créneaux d'excellence

Le développement de créneaux d'excellence, sur la base des atouts et des potentiels régionaux, figure parmi les voies à emprunter en vue d'assurer la contribution de l'ensemble des régions au développement du Québec et de positionner chacune d'elles sur l'échiquier international. Plusieurs pôles ont déjà été identifiés comme, les sciences et technologies de la mer, la forêt, le bioalimentaire, l'agroalimentaire, le transport terrestre avancé, l'écotourisme

et le récréotourisme, le meuble et le bois oeuvré, les équipements de transport, la récupération et le recyclage, etc. La mise en place et le développement de ce type de milieu innovateur exigent des synergies étroites entre les milieux de la recherche, de la formation et des entreprises. Plusieurs régions y voient un moyen à privilégier pour créer des emplois et de nouvelles entreprises de deuxième et troisième transformation.

L'attraction des milieux

La baisse démographique, l'exode des jeunes, la diminution des familles en région représentent des enjeux majeurs sur lesquels la société québécoise devra réfléchir mais surtout agir. L'attraction des milieux s'exprime de plusieurs façons par l'ensemble des régions du Québec. Pour plusieurs, ce sont les jeunes qu'il faut voir s'établir, travailler, être valorisés et participer à l'animation du milieu afin de développer une culture de la relève. Pour d'autres, les régions doivent se doter d'une politique claire en matière d'immigration afin de favoriser l'attraction et l'établissement d'une main-d'œuvre et d'idées nouvelles. On veut également attirer les jeunes familles pour qu'elles assurent une continuité et une viabilité des communautés dans l'avenir. Par contre, les milieux doivent être stimulants, assurer l'accessibilité des services aux citoyens et aux entreprises et pour ce faire les régions doivent proposer des avantages certains à venir s'établir chez eux.

La lutte à l'exclusion et à la pauvreté

Malgré tous les efforts déployés au Québec pour atteindre un niveau de vie sa-

tisfaisant, des écarts sociaux persistent. Parmi les causes ou facteurs de risque responsables de ce phénomène, la pauvreté, l'exclusion de l'activité économique et la marginalisation sociale consti-

tuent des entraves majeures au bien-être des personnes et au développement des collectivités. Lutter contre la pauvreté et l'exclusion implique d'agir sur tous ces fronts. Concrètement, les régions conviennent d'agir prioritairement auprès des enfants et des familles par des mesures préventives et adaptées à leurs besoins; de revitaliser les quartiers où se concentre la pauvreté; d'améliorer et développer l'habitat social; de favoriser l'insertion sociale et professionnelle par des projets visant à offrir un meilleur accès aux services de base (santé, éducation, transport, emploi) et aux activités de loisir, sports et culture et enfin, appuyer le travail des organismes communautaires pour accroître l'efficacité de leurs actions en matière de lutte contre la pauvreté.

Le transport des personnes et des marchandises

Afin d'assurer l'efficacité et la fiabilité des systèmes de transport des personnes et des marchandises sur tout le territoire, les régions préconisent d'une part, de soutenir ces services notamment, par une réglementation, un financement et un soutien aux infrastructures



Christine
Emond Lapointe

portuaires, aéroportuaires, ferroviaires et routières qui tiennent compte des besoins diversifiés des régions et d'autre part, d'améliorer l'offre de service de transport collectif et intégré sous diverses formes (co-voiturage, taxi-bus, accès au transport scolaire). Selon les régions, ces mesures favoriseront une mobilité accrue (accès plus flexible, mieux adapté et à coût réduit) des citoyens, assureront l'essor du développement de la région et une plus grande équité entre les villes et les communautés rurales.

Les télécommunications

Les télécommunications offrent des possibilités nouvelles aux entreprises et aux collectivités. Ces nouvelles technologies (téléphonie cellulaire, transmission numérique à large bande _fibre optique_, téléphonie satellitaire) doivent être disponibles dans toutes les régions du Québec, ce qui n'est pas encore le cas. Pour que les régions aient accès à toute l'information disponible, il faut accélérer le déploiement dans chacune des régions des infrastructures de télécommunications dans le but de donner un meilleur accès, pour les populations et les entreprises, à des services de qualité.

L'environnement

Plusieurs régions considèrent que la qualité de l'environnement est un atout majeur en regard de la pérennité des ressources et de son rôle important dans le développement et l'attraction des régions. Que ce soit en matière de gestion des matières résiduelles, de modes d'exploitation des sols et des forêts, de protection et d'assainissement des eaux, les régions préconisent de mettre en valeur et de protéger le patrimoine naturel et bâti dans une perspective de développement durable.

Enfin, toutes les régions ont fait part de leur vision et recommandations devant guider les changements à apporter en matière d'intervention de l'État et de responsabilités à être dévolues aux instances locales et régionales. Cette dernière proposition des régions est sous-jacente à toutes les stratégies et actions envisagées. Il s'agit de :

La capacité d'agir des milieux

Par différents projets, tous aussi innovateurs les uns que les autres, les régions sont plus que jamais prêtes à

assumer une plus grande responsabilité sur leur développement. Que ce soit par une décentralisation des pouvoirs et une régionalisation des moyens d'intervention, par une prise de décision en région et une meilleure adaptation des actions du gouvernement, par un assouplissement des règles administratives gouvernementales, les régions souhaitent un renforcement de la gouvernance régionale et locale. Elles veulent disposer de certains leviers financiers pour assurer leur développement social, culturel et économique en respect des priorités et

des besoins de leurs collectivités. Les régions souhaitent mobiliser les forces vives du milieu dans la définition d'un partenariat à responsabilité partagée entre le gouvernement, la région et le milieu, où tous se sentent solidaires responsables des résultats. À cet égard, les régions espèrent que le plan de travail Québec-Régions sera un chantier d'innovation, de mobilisation et d'incitation à rapprocher des populations, les décisions qui les concernent. Dans cette perspective, les régions sont prêtes à relever le défi. ■■■

La question démographique : un enjeu qui interpelle les communautés (suite de la page 11)

Créer un environnement favorable à la réalisation du désir d'enfant : un enjeu qui interpelle tous les grands acteurs sociaux et toutes les communautés

Au terme de ses recherches et consultations, le Conseil est persuadé qu'il n'y a pas de solution miracle pour infléchir la courbe de natalité, pas de mesure magique qui provoquerait un changement durable. Seule une approche qui suscite un mouvement général pour soutenir celles et ceux qui font le choix d'avoir des enfants pourrait changer le cours des choses. Et pour y arriver, tous les grands acteurs sociaux doivent s'impliquer. Le gouvernement, bien entendu, mais aussi les acteurs régionaux, tels les municipalités, le milieu scolaire, le réseau de la santé et des services sociaux, les organismes communautaires; tous ont un rôle majeur à jouer dans cette transformation, aux côtés des entreprises, des syndicats et de l'université.

Ainsi, les municipalités, qui jouent un rôle important dans la qualité des milieux de vie des familles, devraient poursuivre le développement de politiques familiales et intensifier leurs actions en faveur des familles et des enfants; elles devraient aussi examiner la question de l'habitation. Le milieu scolaire, quant à lui, devrait développer une plus grande complicité avec les parents; les commissions scolaires et les écoles devraient accen-

tuer leur implication dans la communauté et faciliter la présence des milieux communautaires et municipaux dans la vie scolaire. Le réseau de la santé et des services sociaux, qui accompagne les différentes étapes de la vie familiale (naissance, santé, prévention, maintien à domicile, etc.), devrait de son côté instaurer une approche familiale dans ses interventions. Par ailleurs, il faudrait reconnaître l'importance du rôle des organismes familiaux, qui fournissent aux parents des lieux d'échange, de support et d'entraide entre pairs, et leur accorder le financement nécessaire pour assurer la pérennité de leurs actions.

Le Conseil est convaincu que c'est à travers les actions de tous que nous pourrions relever le défi que pose notre situation démographique. Il a voulu relancer le débat en misant sur la capacité d'adaptation de notre société, en sensibilisant les pouvoirs publics, les grands acteurs sociaux et la population sur le fait qu'avoir des enfants, c'est un choix à soutenir. ■■■

Références :

Conseil de la famille et de l'enfance, Démographie et famille, les impacts sur la société de demain, les Actes du colloque tenu les 28 et 29 novembre 2000, Québec, Publications du Québec, 2001, 255 p.

Conseil de la famille et de l'enfance, Démographie et famille : avoir des enfants, un choix à soutenir, Québec, Publications du Québec, 2002, 110 p.



Diane Lavallée, Présidente du Conseil du statut de la femme

SUR LA STRATEGIE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Sur le site Internet du Conseil du statut de la femme, Diane Lavallée, sa présidente, écrit : « Je crois en la capacité des femmes de rallier l'économique et le social, deux concepts que l'on doit cesser de mettre constamment en dualité. Elles ont intérêt à sortir des sentiers battus, à innover et à débroussailler de nouvelles voies pour inscrire leurs actions dans la sphère économique, tout en étant les gardiennes des mesures sociales. » Voilà, nous a-t-il semblé, quelqu'un qui a quelque chose à dire en matière de lutte à la pauvreté. Nous avons rencontré Madame Lavallée dans ses bureaux de Québec.

BDS : *La pauvreté touche davantage les femmes que les hommes. Pourquoi ?*

Mme Lavallée : Vous avez raison : c'est une réalité qui ressort très rapidement quand on examine les données de Statistique Canada sur les « taux de faible revenu », qui mesurent le niveau de la pauvreté. Dans tous les groupes d'âge sauf dans la tranche des 45-54 ans, la population féminine se caractérise par des taux de faible revenu qui témoignent d'un niveau de pauvreté plus élevé chez les femmes que chez les hommes. Notons par contre qu'entre 45 et 54 ans, les taux de faible revenu des deux sexes sont quasiment égaux (12,1 % des femmes et 12,8 % des hommes, en 1999).

Plusieurs facteurs contribuent à expliquer la pauvreté relative des femmes. Tout d'abord, les femmes sont moins nombreuses que les hommes à faire partie de la population active. En second lieu, les femmes travaillent relativement plus souvent à temps partiel que leurs collègues masculins. En troisième lieu, ce sont les femmes qui, globalement, occupent la majorité des emplois atypiques, lesquels s'accompagnent souvent de précarité. Quatrièmement, plus de femmes que d'hommes sont rémunérées au salaire minimum : deux tiers des employés payés au salaire minimum sont des femmes. Il en résulte que le revenu annuel moyen des femmes est largement inférieur à celui des travailleurs masculins. D'après les résultats de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, le ratio entre les gains salariaux

des femmes et des hommes ne s'élevait en effet qu'à 78 % en 1999.

Ajoutons à cela le fait que les coûts de la « parentalité » sont encore assumés pour l'essentiel par les mères et que les familles monoparentales sont presque toujours dirigées par une femme. La précarité économique des femmes est accentuée par le fait que les travailleuses atypiques ne peuvent bénéficier de congés parentaux; certaines doivent quitter leur emploi pour donner naissance à un enfant et en prendre soin durant les premiers mois de sa vie. La maternité amène souvent pour les femmes un recul sur le plan professionnel, qui sera difficile à rattraper. C'est le cas notamment dans le monde du droit et dans celui de la comptabilité où la concurrence est forte et où un retrait, si court soit-il, renvoie fréquemment à la case départ dans l'avancement professionnel.

Pour ce qui est de la pauvreté des femmes plus âgées (55 ans et plus) par rapport aux hommes du même âge, elle découlerait d'une plus faible participation au marché du travail, entraînant une plus faible cotisation à un régime de retraite ou, carrément, l'absence d'un tel régime. Plusieurs femmes âgées vivant seules doivent consacrer une part importante de leur revenu au logement. De plus, leur piètre condition économique entraîne souvent une détérioration de leur état de santé.

BDS : *Ceci étant dit, la Stratégie de lutte à la pauvreté prévoit-elle des mesures spécifiques à l'égard des fem-*

mes ? Répondent-elles aux attentes du Conseil du statut de la femme ?

Mme Lavallée : La Stratégie pose plutôt les principes devant guider le gouvernement dans l'élaboration de nouvelles mesures pour contrer la pauvreté et fait état des interventions en place pour contribuer au soutien des personnes qui la connaissent. Le CSF approuve l'esprit de la Stratégie ainsi que ses principes. Nous appuyons notamment le fait qu'elle cible les problématiques de la pauvreté féminine et qu'elle préconise une approche différenciée selon le sexe pour l'élaboration des mesures du plan d'action. Il faudra attendre la parution de celui-ci pour apprécier la justesse des mesures spécifiques mises de l'avant.

La Stratégie propose de soutenir la famille. Le CSF ne peut qu'approuver cette orientation, considérant que ce sont encore les femmes qui s'acquittent de la plupart des tâches liées à la garde et à l'éducation des enfants. Je citerais l'exemple de l'offre de services de garde à 5 \$: en facilitant aux parents, et plus spécifiquement aux mères, la garde de leurs enfants d'âge préscolaire durant la semaine active, on favorise pour eux l'exercice d'un travail rémunéré ou l'insertion dans un parcours scolaire ou d'emploi. La Stratégie propose en outre de faciliter l'accès aux compétences des adultes appartenant à des groupes plus vulnérables. Elle reconnaît en effet que les femmes font face à des difficultés supplémentaires dans tous les groupes identifiés à risque. Et elle se préoccupe à juste titre des problématiques de pau-

vreté chez les mères chefs de famille monoparentale, chez les adolescentes enceintes, chez les femmes nouvellement arrivées au pays, et chez les femmes autochtones.

La Stratégie prévoit aussi d'intensifier l'aide à l'emploi. Elle précise que les femmes qui sont éloignées depuis longtemps du marché du travail devront bénéficier de mesures actives d'aide à l'emploi adaptées à leur situation. Au chapitre de l'amélioration des conditions de travail, la décision du gouvernement de revoir le mode de fixation du salaire minimum et de prévoir une révision annuelle de ce taux a de quoi nous réjouir, tout comme celle d'adapter la loi des normes aux nouvelles réalités du marché du travail. Rappelons que les femmes en emploi sont, plus souvent que les hommes, rémunérées au salaire minimum et qu'elles sont proportionnellement plus nombreuses à occuper un emploi atypique.

BDS : *Que pensez-vous de l'instauration d'un revenu de solidarité comme mesure de lutte à la pauvreté ?*

Mme Lavallée : On ne connaît pas encore les paramètres du système proposé, c'est-à-dire les montants qui seraient versés et les conditions d'attribution du revenu de solidarité. Est-ce que ce revenu permettra de mieux couvrir les besoins de base des personnes de façon à éviter une détérioration permanente de leur condition ? Est-ce qu'il permettra de mieux soutenir les employées et les employés à faible revenu et ceux qui désirent intégrer le marché du travail ? C'est ce que l'on souhaite ! Il faut assurer aux personnes des ressources suffisantes pour vivre, mais les solutions les plus durables ne résident pas seulement, à mon avis, dans l'attribution d'un revenu minimum. Dans le contexte actuel de la mondialisation économique, il faudrait aussi chercher ces solutions du côté d'une organisation sociale et économique qui permette d'intégrer les individus de plain-pied à la société et qui agisse de façon préventive. À cet effet, il faut souhaiter que l'Observatoire et le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale qu'on prévoit mettre en place contribueront à enrichir l'analyse et permettront de s'attaquer, non seulement aux symptômes de la

pauvreté, mais également aux causes plus profondes des inégalités. Il faut être conscient que les solutions ne sont pas simples et que, si la pauvreté reflète parfois une histoire individuelle, elle dépend plus souvent de problèmes structurels et est ni plus ni moins que le témoignage d'une société incapable de répartir équitablement sa richesse. Donc, la pauvreté nous concerne tous, c'est le combat constant à faire, face à l'exclusion de certaines composantes de notre société.

BDS : *Quelles sont, selon vous, les conditions de réussite de la Stratégie de lutte à la pauvreté ?*

Mme Lavallée : La Stratégie fait appel à l'engagement de l'ensemble de la société pour prévenir la pauvreté, ce qui me semble prometteur. Que ce soient les acteurs publics (le gouvernement, les municipalités, le secteur communautaire) ou les acteurs privés (les entreprises privées ou les entreprises d'économie sociale), tous doivent se mobiliser et agir pour prévenir et enrayer ce phénomène. Oui il faut miser sur la solidarité du peuple québécois.

Il faut que des objectifs clairs soient déterminés et que des plans d'action concertée soient mis de l'avant. Il faut également s'assurer de l'imputabilité de tous les acteurs, qu'ils soient locaux, régionaux ou nationaux.

BDS : *Le Conseil du statut de la femme avait recommandé d'introduire l'analyse différenciée selon les sexes dans la mise en œuvre de la Stratégie. Vous saluez dans votre mémoire la préoccupation gouvernementale d'instaurer une approche différenciée selon le sexe pour l'analyse et le diagnostic de la pauvreté. Ceci étant dit, vous estimez néanmoins que des progrès peuvent encore être faits en cette matière. Par exemple en faisant en sorte que les analyses socio-économiques se fassent à des niveaux désagrégés. Pouvez-vous nous en dire davantage ?*

Mme Lavallée : L'approche différenciée selon le sexe dans le contexte de la lutte à la pauvreté permet de reconnaître l'écart existant entre les gains des femmes et ceux des hommes. Elle permet aussi de bien cerner les facteurs spéci-

ques qui sont à l'origine de la pauvreté chez les femmes aux différentes étapes de leur vie pour pouvoir sélectionner et mettre en œuvre les mesures préventives ou palliatives appropriées.

Rappelons que l'instauration de l'analyse différenciée selon les sexes dans les pratiques gouvernementales a fait l'objet d'un engagement du gouvernement et s'impose peu à peu comme une nouvelle façon d'évaluer les actions de l'État afin que celles-ci puissent bénéficier tant aux femmes qu'aux hommes.

Il est clair qu'en matière de répartition des revenus, d'emploi, de santé et d'orientation professionnelle, les disparités ont une dimension sexuelle. C'est pourquoi je suis d'avis qu'il importe d'adopter une perspective sexuée pour analyser les causes probables de la pauvreté des femmes et des hommes et pour élaborer des solutions permettant d'y remédier de façon adéquate et durable.

C'est la même chose en région. La richesse relative d'une région n'est pas toujours représentative de la situation

► (...) les femmes qui sont éloignées depuis longtemps du marché du travail devront bénéficier de mesures actives d'aide à l'emploi adaptées à leur situation.

de chacune des MRC où cohabitent richesse et pauvreté. La préparation des avis régionaux du CSF nous a permis d'observer ce phénomène qui sévit dans des régions telles l'Outaouais, la Chaudière-Appalaches et Lanaudière. Dans ces régions apparemment prospères, l'avantage quant aux taux d'activité et aux niveaux de revenu cache d'importantes différences entre les MRC, les villes ou même les quartiers d'une ville. Il faut donc décortiquer les territoires pour

avoir une vision plus juste du phénomène et mieux intervenir.

BDS : *Vous faites référence dans votre mémoire à la notion de participation comme élément de contribution à la lutte contre la pauvreté. Puisque la participation sociale, à l'instar de plusieurs phénomènes sociaux, varie en fonction de l'appartenance sexuelle, les femmes étant davantage que les hommes confinées au domaine de l'intime et du foyer domestique, comment devrait-on procéder pour encourager une plus grande participation sociale chez elles ?*

Mme Lavallée : La notion de participation à laquelle nous faisons référence dans notre mémoire est la participation des personnes vivant la pauvreté et celle des groupes communautaires qui les soutiennent. Le CSF voit, dans la participation des personnes touchées par la pauvreté aux instances chargées de conseiller le gouvernement dans l'application de la Stratégie de lutte, un moyen prometteur pour faire émerger des solutions novatrices susceptibles de mieux répondre aux divers besoins identifiés.

J'aimerais revenir à la participation sociale des femmes. Je ne partage pas l'hypothèse que vous soulevez à l'effet qu'elle serait faible ou insuffisante parce

que les femmes seraient confinées dans le monde de l'intime et du foyer. Il y a belle lurette que les femmes ont investi d'autres sphères que l'unique sphère familiale. Elles représentent un fort pourcentage de la main-d'œuvre active, et ce, dans l'ensemble des régions du Québec. Elles se retrouvent dans tous les secteurs de développement, qu'il soit économique, culturel, social, politique, communautaire ou associatif. Bien que souvent trop peu nombreuses dans les diverses sphères de pouvoir, elles s'y insèrent progressivement. Leur contrainte d'implication réside souvent autour du phénomène de la pauvreté et ce qu'il comporte, c'est-à-dire absence de moyens financiers, de moyens de transport, absence de soutien, souvent en marge des lieux habituels de pouvoir, etc.

Plusieurs initiatives émergent de la créativité et de l'engagement des femmes dans leur milieu et ce, dans l'ensemble des régions du Québec, pour améliorer leur situation dans divers secteurs mais aussi pour participer activement au développement de leur communauté.

BDS : *Vous écriviez, dans la dernière livraison du BDS, que le Conseil est convaincu que l'objectif d'éliminer la pauvreté de façon durable passe par la mise*

en place de mesures universelles plutôt que sélectives. L'exemple des garderies à 5 \$ représente-t-il un idéal en ce domaine ? En avez-vous d'autres à l'esprit outre les allocations familiales universelles ?

Mme Lavallée : Les garderies à taux modique constituent en effet un bel exemple de mesure de soutien qui, par son caractère universel, apporte une aide effective à toutes les familles. D'autre part, le CSF s'est prononcé, par le passé, en faveur de l'instauration d'un régime universel public d'assurance-médicaments ou, à tout le moins, d'un scénario où le Fonds de l'assurance-médicaments serait financé par une prime uniforme accompagnée d'une compensation pour les personnes à faible revenu. Ce scénario permettrait que s'exerce la solidarité sociale et garantirait une meilleure équité face à l'accès aux médicaments.

Pour ce qui est des autres mesures universelles, je citerai notre système de santé et de services sociaux et celui de l'éducation qui, à mon avis, sont des pièces maîtresses à conserver dans une stratégie de lutte à la pauvreté. Ils reposent tous deux sur la solidarité sociale et font en sorte de réduire les inégalités devant la maladie et l'accès au savoir. ■■





Richard Lessard, Directeur de santé publique, Régie régionale de Montréal-Centre

Pour un Québec en santé : s'investir en prévention *Conférence nationale sur la prévention*

La prévention, on en parle depuis longtemps déjà et on convient généralement que c'est essentiel. En quoi consiste cette Conférence nationale sur la prévention? En quoi cette conférence apportera-t-elle quelque chose de nouveau?

Oui, tout le monde est d'accord avec l'adage « mieux vaut prévenir que guérir » mais dans les faits, il semble que l'on soit plus porté à attendre que les conséquences de nos décisions nous créent des problèmes et là on se motive pour changer par exemple nos habitudes de vie, suivre un cours sur le développement des enfants, avoir un hobby, s'occuper de nos proches, etc.

Je pense que si cette journée devait être la première d'une série où la communauté québécoise se pose la question : si je suis d'accord pour prévenir qu'est-ce que je peux faire et dois faire pour moi, ma famille, ma communauté et qu'est-ce que je peux demander au milieu des affaires, au milieu syndical et aux politiciens? Si nous voulons une communauté québécoise plus en santé que pouvons-nous faire?

Si on veut une meilleure qualité de l'air, une alimentation plus saine, des enfants qui développent leur potentiel, des adultes en santé physique et mentale au travail et dans le reste de leur vie, des retraités actifs, retraités du travail mais non de la société, il faut que nous amenions cette population, cette société à apporter des changements.

Quels sont les objectifs de l'événement?

Le but de la journée est d'avoir le débat sur la prévention. Habituellement, dans

le domaine de la santé, lorsqu'on parle de prévention, on parle surtout d'immunisation, d'habitudes de vie, de programme de prévention des problèmes sociaux, de jeunesse, etc. C'est de la prévention bien sûr mais la prévention au-

delà des moyens que l'on se donne pour en faire, c'est aussi une attitude qui nous fait faire des gestes pour éviter les problèmes plutôt que de créer les structures de services pour pallier aux problèmes.

Pour un Québec en santé : s'investir en prévention

Un bref aperçu du programme de la Conférence nationale sur la prévention

D'entrée de jeu, Yannick Villedieu, journaliste et auteur du livre « Demain la santé », ouvrira la conférence en partageant avec les participants certaines des observations qui l'ont mené à écrire ce plaidoyer en faveur de la prévention.

Le Dr Richard Massé, Directeur national de la santé publique au Québec, viendra ensuite présenter le portrait de l'état de santé des québécois, son évolution ainsi que les principaux problèmes sociaux et de santé actuels.

Camil Bouchard, du LARHES, auteur du rapport « Un Québec fou de ses enfants » fera part de ses observations quant aux gains sociaux et financiers liés à la prévention.

On assistera ensuite à une présentation de deux approches clé de prévention : celle qui s'adresse aux individus et celle qui prend en compte l'environnement dans lequel les individus et qui influencent leur choix. Dr Réal Lacombe, DSP de l'Abitibi-Témiscamingue, Dr Alain Poirier de l'Institut national de santé publique et M. Mario Morand, DG du Centre de santé Asbestos seront les acteurs de ce débat.

En après midi, lors d'une première Table ronde, des intervenants issus de

milieux locaux (MRC, CLSC, bénévoles) viendront partager leurs réussites et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de projets qui favorisent le travail terrain en partenariat entre les secteurs. Cette table ronde sera composée de Messieurs Éric Myles, de Québec en forme, Jean-François Aubin du projet de revitalisation des premiers quartiers de Trois-Rivières, Carignan, préfet de la MRC de l'Érable, M. Guy Poudrier, DG du CLSC du Centre de la Mauricie et Dr André Dontigny, Directeur de santé publique de la région de la Mauricie-Centre du Québec

Un second panel réunira des représentants influents dans leur secteur d'activités : Omar Aktouf, professeur d'économie à l'École des Hautes Études Commerciales, André Chagnon, ex PDG de Vidéotron et co-président de la Fondation Lucie et André Chagnon, et Bernard Lemaire, PDG des Entreprises Cascades, présenteront leur point de vue sur la prévention.

En conclusion, M. Roger Bertrand, ministre délégué à la Santé, aux Services sociaux, à la Protection de la jeunesse et à la Prévention, viendra exposer le point de vue du ministère de la Santé et des Services sociaux. ■■■

Un des obstacles à plus de prévention, en plus des efforts individuels que ces demandes apportent, c'est aussi combien ça coûte? Comme si attendre que les problèmes arrivent ne coûtaient rien. Et souvent, on entend davantage les lobbyistes qui refusent le changement parce qu'on croit perdre de l'argent, un marché de jobs, etc. Or, la prévention est rentable, des industries en vivent. Des

emplois sont créés quand on développe des trains, autobus, métro et autres moyens de transport en commun; des emplois sont créés quand on fait plus de vélo et qu'il y a plus de pistes cyclables. Si l'on mange moins de viande, peut-être que des emplois sont perdus, mais il s'en créera si l'on mange plus de fruits et légumes.

C'est cette vision d'une communauté qui prévient pour elle-même, pour ses enfants, pour son environnement, pour son développement économique et social, que cette journée veut promouvoir. ■■■

NOUVELLES BRÈVES

Mise à jour des trois rapports du Conseil des affaires sociales intitulés «Deux Québec dans un» (1989), «Agir ensemble» (1990) et «Un Québec solidaire» (1992)

La Chaire Économie et Humanisme de l'Université du Québec à Montréal, a entrepris, avec une

équipe de chercheurs, la mise à jour des données et des propositions des trois rapports ainsi que l'analyse des tendances de la dernière décennie avant d'en tirer certaines conclusions. Pour diriger le travail de recherche et de rédaction, la Chaire a fait appel à M. Yvon Leclerc, actuellement chargé de projet au siège social de l'Université du Québec et président de l'Association des centres locaux de développement du Québec. La sortie de l'ouvrage est prévue pour la mi-novembre. ■■■



Tournée régionale du Conseil de la santé et du bien-être

Le Conseil de la santé et du bien-être a été effectué en septembre et en octobre, une tournée régionale pour faire connaître son nouvel avis sur la Politique de la santé et du bien-être aux acteurs locaux et régionaux interpellés dans ce dernier. En tout, six régions ont été visitées soit, dans l'ordre chronologique : Montréal-Centre, l'Abitibi-Témiscamingue, le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord, Québec et la Mauricie/Centre-du-Québec. ■■■

Colloque sur le dépistage de la surdité et l'intervention à la petite enfance

Un Colloque sur le dépistage de la surdité et l'intervention à la petite enfance Les 23, 24 et 25 janvier 2003 à Québec se tiendra un Colloque nord-américain sur le dépistage de la surdité et l'intervention à la petite enfance. Pour information, consulter le programme sur le site internet de l'Institut national de santé publique du Québec : / ColloqueDepistageSurdite. ■■■

Avec un tirage de plus de 15 000 copies, DÉVELOPPEMENT SOCIAL rejoint un nombre important d'établissements et d'organismes dans les milieux institutionnels, privés et communautaires.

Vous organisez un événement s'inscrivant dans une perspective de développement social? Vous souhaiteriez le faire connaître à nos lecteurs? Ou encore, vous désirez faire connaître une publication de votre organisme? Rien de plus facile. Nous pourrions insérer un bref texte sous la rubrique Nouvelles brèves ou Vient de paraître. Il vous suffit de contacter le rédacteur en chef, Michel Morel, par téléphone (514 528 2400 poste 3532), par télécopieur (514 528-2453) ou par courriel (michel_morel@ssss.gouv.qc.ca). ■■■

Des projets, des actions...

Le service budgétaire populaire St-Félicien

Cette chronique, présentée régulièrement dans le bulletin, entend faire connaître aux lecteurs des projets et initiatives ayant cours sur le terrain et qui, par leurs activités, contribuent à améliorer les conditions de vie des personnes.

La lutte contre la pauvreté étant encore une fois la thématique principale de ce numéro, le projet présenté dans cette rubrique s'inscrit lui aussi dans ce sens. L'organisme Service Budgétaire Populaire de St-Félicien, les projets qui en sont issus et les partenariats en cours dans la communauté, ont fait de la lutte contre la pauvreté un objectif quotidien, et cela, depuis plusieurs années déjà.

Pour bien présenter l'organisme, quoi de mieux que de reprendre ses propres mots :

- *«Le Service budgétaire Populaire de St-Félicien, pour qui? Accessible aux personnes et/ou familles à faible et moyen revenu qui ont des difficultés d'équilibre de budget et/ou d'endettement et les problèmes qui en découlent.*
- *Les objectifs : Mettre sur pied des services visant la prise en charge individuelle et collective de ces personnes. Travailler à l'éducation populaire et à la prévention par le biais de la formation et de l'information sur les différentes problématiques, notamment au niveau des habitudes de consommation et de ses conséquences sur : la santé, le budget, l'organisation familiale, les conditions de vie, etc...».* (Source : dépliant de l'organisme)

La grande maison couleur café au lait de la rue Notre-Dame à St-Félicien ressemble bien aux personnes et aux organismes qui l'occupent : accueillante, chaleureuse et sans prétention. Si la maison de deux étages est grande, à première vue, le développement des différents projets est tel que l'espace disponible y est maintenant compté. Une dizaine de personnes y travaillent quotidiennement à divers projets et services.

Le Service Budgétaire Populaire de St-Félicien, c'est un peu l'équivalent des ACEF dans certaines autres régions du Québec. On y travaille à aider les personnes et les familles aux prises avec les difficultés financières et les problèmes d'endettement. Mais l'organisme est allé plus loin en mettant sur pied différents autres services.

L'origine de l'organisme

Issu des initiatives du Centre d'action bénévole de St-Félicien qui avait développé une préoccupation à l'endroit des familles aux prises avec des difficultés financières, le Service budgétaire populaire a été incorporé en 1993, avec la mission de venir en aide aux familles par des consultations budgétaires. De 1993 à 1995, le Centre d'action bénévole a continué de faire des prêts populaires, puis, en 1995, le Service Budgétaire Populaire a pu créer un poste de conseillère pour s'occuper des prêts.

Les services offerts Consultation budgétaire et prêt populaire

Les premiers services offerts par l'organisme ont été la consultation budgétaire et le prêt populaire. Une conseillère offre aux personnes et aux familles aux prises avec une situation financière difficile ou des problèmes d'endettement des consultations sur les finances personnelles, en plus d'une aide psycho-sociale appropriée à leur situation. La conseillère procède à l'analyse de la situation financière, elle aide les personnes dans l'identification des solutions et dans la réalisation des démarches pour y arriver, en plus de les aider à revoir la planification de leurs finances personnelles.



Lise Castonguay

Dans certaines situations, il arrive que l'organisme consente des prêts sans intérêt pour l'acquisition de biens essentiels. C'est la Caisse Populaire de St-Félicien qui fournit les fonds nécessaires, mais le Service budgétaire populaire demeure responsable de ces prêts. Concernant les rapports avec la Caisse populaire, Mme Lise Castonguay, directrice du Service budgétaire populaire mentionne : *«La Caisse collabore étroitement avec nous. C'est un soutien formidable pour notre organisation».*

Cuisine collective

La cuisine collective, mise en place en 1996, est une activité majeure. L'objectif est de lutter contre la pauvreté et d'aider les personnes et les familles à mieux s'alimenter. Lors des rencontres de cuisine collective, les participants préparent cinq recettes complètes basées sur le guide alimentaire canadien. En 2001-2002, ce sont 40 familles qui ont participé activement à la préparation de 3000 plats pour un total de 1570\$.

Meubles usagés

En 1997-98, avec l'aide du Fonds de lutte contre la pauvreté, l'organisme a commencé la récupération et la vente de



Claude Plamondon, responsable de l'atelier de réparation de meubles

meubles usagés dans le petit garage derrière l'édifice. Soutenu admirablement par les dons de la population de St-Félicien, le service, qui emploie trois personnes, permet de dépanner occasionnellement des personnes se retrouvant sans meuble (par exemple après une séparation ou un divorce). Les meubles, appareils ménagers ou articles de maison sont recueillis, au besoin restaurés ou réparés, et offerts à prix modique à toute la population dans un local de vente récemment aménagé au centre-ville (1158 Boul. Sacré-Cœur).

Impôts et assistance pour compléter divers formulaires

En mars et avril, une dizaine de bénévoles aident un certain nombre de personnes (340 en 2001-2002) à compléter leurs déclarations d'impôts et les autres formulaires qui s'y rattachent. De plus, tout au long de l'année, on offre le même service aux personnes lors de leurs démarches en lien avec la Sécurité de la vieillesse, l'Allocation au conjoint, la Régie des rentes, l'Allocation logement, la Sécurité du revenu,...

Petits déjeuners

Avec le soutien du Club Lions de St-Félicien et en collaboration avec la direction d'une école primaire,

l'organisme fournit des petits déjeuners à un certain nombre d'élèves dans les locaux même de l'école. Le tout se fait avec une grande discrétion.

Les activités de sensibilisation Ateliers de formation et Prévention de l'endettement chez les étudiants

Conscientes de la nécessité de travailler à prévenir le genre de situations amenant les personnes à se retrouver avec des problèmes financiers importants, les intervenantes de l'organisme tiennent à chaque année des ateliers de formation sur les finances personnelles. Ces ateliers offerts aux adultes (retraités, personnes à faible revenu, familles monoparentales,...), aux jeunes dans les écoles ainsi qu'aux jeunes adultes avec le concours du Carrefour Jeunesse Emploi.

Des activités de formation et de consultation sont également offertes aux étudiants du post-secondaire pour les aider dans la planification de l'utilisation de leurs prêts et bourses pour l'année scolaire.

Rencontres thématiques

Toujours dans le but d'aider les personnes sur diverses questions touchant leur situation financière, le Service budgétaire populaire organise régulièrement des rencontres thématiques. On y aborde des sujets comme les testaments, les assurances, les droits de la personne, l'aide juridique, la protection du consommateur, les pensions alimentaires,...



Dominique Bard, Ghislaine Poirier et Andrée Ouellet

Les activités de concertation La Table de concertation de lutte contre la pauvreté

Toujours en vue de venir en aide aux familles de la région, l'organisme a collaboré activement à la mise en place d'une Table de concertation de lutte contre la pauvreté supportée par 22 organismes de la région. S'y retrouvent des représentants des organismes du milieu : le CLSC, le bureau du député, la St-Vincent de Paul, la Chambre de Commerce, la paroisse, le Centre Populaire de Roberval, le Syndicat FTQ, la compagnie Abitibi Consolidated, le directeur d'école, la Santé publique, le Centre local de développement, le Centre local d'emploi (Sécurité du revenu), le Carrefour Jeunesse Emploi, l'Association des HLM, l'Association québécoise des droits des retraités (AQDR), le Conseil des Montagnais, la Municipalité de Roberval et plusieurs organismes communautaires.

La première année d'activité aura permis aux organismes présents de prendre conscience de la présence de la pauvreté. «Plusieurs de ces personnes-là ne soupçonnaient pas l'existence de la pauvreté dans notre milieu, comme par exemple la réalité des enfants qui ne déjeunent pas le matin avant de se rendre à l'école ou encore les difficultés financières réelles des familles lors de la rentrée scolaire» mentionne Lise Castonguay, directrice du Service budgétaire populaire.

«Pour la seconde année d'activité, la Table s'est donné un plan d'action en lien avec des enjeux concrets comme l'organisation du transport collectif et la rentrée scolaire. Des comités de travail ont été mis en place et des actions sont prévues d'ici juin 2003» continue Mme Castonguay.



Prendre conscience des problèmes qui s'en viennent...

«Lors de la première réunion de l'automne de la Table de concertation, on s'est sensibilisé à ce qui s'en vient». Dans le moment, de sérieux problèmes paralysent le secteur du bois d'œuvre, les scieries de la région presque toutes fermées, celles qui fonctionnent encore tournent au ralenti.

Or, l'exploitation de la forêt, c'est le pain quotidien, c'est le moteur de l'économie régionale. À l'heure actuelle, les gens ont de l'assurance chômage depuis la fermeture des scieries, mais la période de prestations va se terminer en février. «Ces gens-là qui travaillaient en forêt, dans les scieries ou encore dans le transport, la majorité d'entre eux avaient un bon emploi, un niveau de vie élevé et des obligations à rencontrer. Quand elles se retrouvaient sur le chômage, c'était pour de courtes périodes avec un chèque d'assurance chômage intéressant. Mais là, en février, elles n'auront plus d'assurance chômage, plusieurs d'entre elles ne pourront pas avoir droit à la sécurité du revenu parce qu'elles ont deux autos, une maison, mais elles auront encore des obligations à

rencontrer. Qu'est-ce qui va se passer?» mentionne encore Lise Castonguay.

Le problème s'étend aussi à toute l'économie de la région : «C'est vrai pour les travailleurs de la forêt, mais c'est aussi vrai pour plusieurs autres petites entreprises de la région qui fournissent des services en lien avec l'exploitation de la forêt. C'est toute l'économie régionale qui tourne au ralenti» mentionne encore Lise Castonguay, rappelant que la Table de concertation sur la lutte contre la pauvreté est maintenant sensibilisée à cette question.

Une belle réussite : La Fournée

«Le tout a commencé très modestement avec le concours de notre responsable de la cuisine collective. On avait, bien sûr, un certain financement pour notre cuisine collective, mais ces projets de financement n'étaient que des projets ponctuels (sur trois ans)». L'organisme se questionnait sur ce qui risquait de survenir après trois ans, se voyant de nouveau contraint à recommencer les habituelles démarches pour trouver du financement. On prit alors la décision de miser sur l'économie sociale pour lancer une entreprise de traiteur, «à la fois pour financer les cuisines collectives et pour favoriser l'intégration sociale des personnes»



Les cuisines de La Fournée

précise Mme Castonguay. C'est ainsi qu'a démarré le service de traiteur La Fournée. Des débuts modestes en 2000, avec un chiffre d'affaires de 100\$ par semaine et des salaires subventionnés.

Puis, avec le temps et l'embauche d'une cheffe cuisinière d'expérience, l'entreprise a amélioré la gamme des produits offerts. L'automne dernier, avec l'aide du Service budgétaire, l'entreprise La Fournée fut incorporée, devenant ainsi une entreprise autonome. La Fournée a maintenant un chiffre d'affaires dans les 6 chiffres et, selon Mme Castonguay, commence à attein-



Une employée de La Fournée

dre la rentabilité. L'entreprise emploie 3 employées permanentes et 2 à temps partiel (sur appel selon les périodes, Noël, Pâques,...).

La Fournée, dont le point de vente partage (envahit serait plus juste!) les locaux du Service budgétaire, «offre à la population des plats cuisinés traditionnels de haute gamme, comme les

fameuses tourtières du Lac St-Jean, les pâtés à la viande, les pâtés au poulet, les gâteaux et tartes, en plus des conserves, des sauces et des ragoûts» raconte Mme Castonguay.

En passant, vraiment délicieuse cette tourtière du Lac St-Jean, dit l'auteur de ces lignes. ■■■

15 idées pour améliorer la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté

par Michel Morel, Réal Boisvert et Isabelle Therien

Un nombre important de mémoires ont été déposés à la Commission des affaires sociales qui se penche actuellement sur le projet de Loi 112 et la Stratégie gouvernementale de lutte contre la pauvreté. Chacun de ces mémoires a son intérêt bien sûr. Il est évidemment impossible d'en rendre compte ici de façon complète. Mais puisque ce numéro vise à apporter un certain éclairage sur le débat actuel, il nous est apparu utile de reprendre ici quelques éléments de réflexion recueillis parmi les mémoires consultés, des propo-

sitions qui, selon les organismes qui les ont formulées, visent à améliorer la stratégie nationale. Voici, dans le désordre et sans que les organismes qui les ont formulés ne soient cités, les propositions retenues.

En passant... ne cherchez pas, il n'y a rien, dans ce qui suit, qui se rattache, de près ou de loin, à la dernière proposition du Conseil du patronat...

1 Une approche fondée sur des droits et non sur la morale

Les préjugés entretenus sur les personnes pauvres sont le pire ennemi d'une stratégie efficace pour contrer la pauvreté. Il faut en finir avec toute morale accusatrice. Pour s'en libérer, il importe de se donner une stratégie qui repose sur des droits et non pas sur des privilèges, une stratégie qui ne s'adresse pas aux personnes pauvres mais à l'ensemble des citoyens. Une telle stratégie doit tendre autant vers des prescriptions universelles que sur des actions taillées sur mesure pour les personnes pauvres.

2 Un droit de regard pour les personnes concernées

Il serait indiqué qu'en matière de lutte contre la pauvreté une place importante soit occupée et un rôle significatif soit joué par les personnes pauvres elles-mêmes et par les organismes qui les représentent, cela en les associant au processus de suivi et de conception de politiques et de plans d'action. Car il ne faut jamais oublier que les personnes en situation de pauvreté sont les premières à savoir ce qu'il faut faire et comment agir pour transformer leur situation.

3 Une attention soutenue aux conditions de vie des femmes, des familles et des enfants

La pauvreté touche davantage les femmes

que les hommes. La Stratégie nationale luttera donc de façon efficace contre la pauvreté si elle s'attaque résolument à la pauvreté des femmes. En plus de ce que contient la Stratégie nationale au regard du caractère sexospécifique de la pauvreté, un ensemble de propositions qui, sans que les mesures auxquelles elles sont associées en soient trop coûteuses, un impact significatif sur le bien-être femmes des familles et des enfants : l'instauration d'un régime universel d'allocations familiales, des pensions alimentaires non déductibles de la prestation d'assurance emploi et des mesures rapides et significatives d'aide au logement.

4 Un stimulant à la participation sociale

La Stratégie nationale retient un certain nombre de mesures visant l'intégration au marché du travail. Mais elle pourrait viser un objectif plus large. Par exemple, elle pourrait aspirer à augmenter chez les personnes appauvries la participation sociale. Pour ce faire, il suffirait de soutenir, soit par le biais d'un soutien financier, soit en révisant certaines dispositions relatives à la réglementation de l'assistance emploi, l'action bénévole ou la participation citoyenne. Cela apporterait une contribution significative à la lutte contre la pauvreté car un tel soutien favoriserait l'intégration sociale de personnes souvent exclues de la vie collective.

5 Un effort accru en matière de prévention

Comment peut-on prévenir la pauvreté ? Voilà une question complexe. Chose certaine, on peut agir sur certains facteurs qui entraînent la survenue. Par exemple, au regard de la famille, en comblant sans délai l'ensemble des besoins en matière de services de garde et d'éducation préscolaire; en matière d'éducation, en accrois-

► Les mémoires consultés furent ceux des personnes et organismes suivants :

- Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté
- Centraide Québec
- M. Simon Langlois
- Chantier de l'économie sociale
- Union des Municipalités du Québec
- Chambre de Commerce du Québec
- Conseil du statut de la femme
- FRAPRU
- Régie régionale de Montréal-Centre
- Association des CLSC et CHSLD du Québec
- CSN
- ACEF de Québec
- Au bas de l'échelle
- RQIIAC
- Association des régions du Québec
- Conseil de la santé et du bien-être
- CEDEC Montréal

sant la lutte à l'analphabétisme et au décrochage scolaire, en augmentant également les efforts pour favoriser la formation pour les adultes; en ajoutant des dispositions au projet de loi pour inclure la sécurité alimentaire dans le domaine des droits fondamentaux, en rétablissant la gratuité des médicaments, en appliquant des normes minimales de salubrité et de sécurité dans les logements locatifs, etc. Voilà autant de dispositions qui allègent la charge de stress qui pèse sur le dos des personnes appauvries, ce fardeau qui les empêchent de mettre en œuvre les stratégies visant le plein développement de leur potentiel humain.

6 Une approche territoriale intégrée

La pauvreté ne se distribue pas au hasard dans l'espace. Elle se concentre dans des endroits précis, formant même des poches de défavorisation presque dissimulée dans des territoires pourtant réputés pour leur aisance économique.

Une Stratégie nationale efficace doit donc passer par des actions portant sur la revitalisation de territoires précis et de communautés bien ciblées. Au Québec actuellement différents projets expérimentaux dans le domaine de la revitalisation de quartiers par exemple, visent à renforcer la capacité de prise en charge et de participation sociale des personnes et des populations les plus vulnérables, cela dans une perspective de renouvellement des pratiques de gouvernance, de renforcement des partenariats et d'intégration des interventions sectorielles. Une Stratégie de lutte contre la pauvreté qui prendrait en compte la dimension territoriale de la pauvreté viendrait encourager la multiplication de ces projets à l'échelle de tout le Québec.

7 Un renforcement du soutien à l'action locale

Une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté sera efficace dans la mesure où les forces vives de la société civile, les organismes communautaires et les ressources institutionnelles qui oeuvrent à l'échelle des communautés et des milieux de vie seront la pierre d'assise des interventions et de l'action. En ce sens, c'est sur la base de l'action locale que doit s'articuler une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté.

8 Une coordination améliorée des interventions

Plusieurs organismes insistent pour dire qu'il faut regrouper, mieux coordonner et veiller davantage à la cohérence entre les programmes des différents ministères. Parmi eux, d'aucuns suggèrent de confier à une instance politique de haut niveau (comme le Secrétariat du Comité des Priorités) le mandat de coordination interministérielle. C'est à partir de là que pourrait s'établir l'harmonisation des rôles et des fonctions des différentes instances du réseau de la santé et des services sociaux, comme de d'autres ministères d'ailleurs. Par exemple, le palier national doit établir les orientations, les objectifs et les ressources; le palier régional est responsable de la coordination des actions et à la mise en place des mécanismes de suivi, tout en soutenant les actions locales et en voyant à la mobilisation des acteurs sectoriels régionaux; le palier local, enfin, doit être le lieu où se déploie l'action.

9 Une clause d'impact

Il faut absolument que les priorités exposées dans la loi soient contraignantes pour l'ensemble de l'appareil gouvernemental et qu'elles ne puissent pas être reléguées au second plan. C'est pourquoi chaque ministre qui propose des modifications législatives ou réglementaires devrait être tenu d'en exposer l'impact sur la situation des personnes pauvres.

10 Une dénormalisation des programmes ou des fonds de soutien

Comme cela a été dit plus haut concernant l'action locale, en matière de lutte contre l'exclusion et la pauvreté, une certaine décentralisation est requise, cela afin de donner aux citoyens des pouvoirs d'intervention qui leur permettent d'agir eux-mêmes sur les problèmes qui les confrontent. À cet effet, il serait souhaitable que la Stratégie nationale voit à rendre disponibles des enveloppes budgétaires non normées d'une part, et, d'autre part, qu'elle voit à inclure dans les programmes particuliers qui seront mis en œuvre, des marges de manœuvre réelles.

11 Une mesure nationale de la pauvreté

Il est impératif de savoir de quoi on parle lorsqu'on parle de pauvreté. C'est pourquoi il serait judicieux, dans un premier temps,

de bien distinguer pauvreté et inégalité, deux réalités qui renvoient à des politiques différentes et qui supposent des cadres d'intervention distincts. Dans un deuxième temps, pour bien mesurer l'évolution de ces deux phénomènes, il serait indiqué que l'Observatoire de la pauvreté développe une mesure officielle de la pauvreté afin que la société québécoise puisse se mobiliser à partir d'une lecture plus sensible et plus fiable que celle qui est proposée par Statistique Canada qui, avec un indicateur comme le seuil de faible revenu, introduit des biais qui faussent la lecture de la réalité.

12 Une fiscalité imaginative

La question des incitatifs fiscaux est incontournable. Les exemples foisonnent. Nous en avons retenu deux. Pour encourager l'accès au logement par exemple, ne devrait-on pas réserver certains dégrèvements fiscaux pour les entrepreneurs en construction afin qu'ils puissent construire des logements à prix abordable. Au surplus, pourquoi ne pas faire en sorte que certaines catégories de citoyens puissent déduire de leur déclaration d'impôt les taxes foncières et les intérêts de leurs prêts hypothécaires.

13 Une cible précise de résultats à atteindre d'ici 10 ans

Une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté ne pourra donner les résultats voulus que si l'on se donne des objectifs précis à atteindre et un échéancier pour y arriver. On pourra ainsi mesurer le chemin parcouru et l'impact global des efforts accomplis.

14 Un meilleur accès à l'emploi

À cet égard il y aurait lieu de d'améliorer la loi sur les normes du travail, d'augmenter de façon substantielle le salaire minimum et de l'indexer à l'indice des prix à la consommation.

15 Un encouragement à la responsabilité des entreprises

En utilisant judicieusement son pouvoir économique le gouvernement pourrait jouer un rôle majeur en matière d'organisation du travail. Par exemple, le gouvernement pourrait s'engager à ne donner de contrats ou de subventions qu'aux entreprises offrant à leurs employés un salaire leur permettant de vivre au-dessus du seuil de pauvreté. ■■■

VIENT DE PARAÎTRE

Les familles avec adolescents, entre le doute et l'incertitude

L'adolescence fait peur. Période de la vie éprouvante pour certains parents. Moments intenses pour les adolescents. C'est ce qui ressort du Rapport sur la situation et les besoins des familles et des enfants intitulé *Les familles avec adolescents, entre le doute et l'incertitude* rendu public le 5 septembre dernier par le Conseil de la famille et de l'enfance. ■■■

Ce Rapport insiste sur les enjeux et les défis auxquels on doit répondre si l'on veut améliorer la situation et les besoins des familles avec adolescents. Les conclusions indiquent qu'il faut communiquer avec nos jeunes, tant dans la sphère privée que publique, transformer les rapports que nous entretenons avec les adolescents, changer l'image sociale trop souvent négative qui leur est associée, soutenir les familles dans leur rôle et les adolescents dans leur chemin vers l'avenir. ■■■

La prostitution: Profession ou exploitation? Une réflexion à poursuivre *Publication du Conseil du statut de la femme*

Cette recherche s'intéresse à de nombreux aspects: les facteurs qui expliquent la prostitution, le profil des clients et des proxénètes, celui des femmes qui se prostituent et leurs réalités quotidiennes, les ramifications internationales de la traite des personnes et de la prostitution, la présence du crime organisé dans le trafic sexuel et dans la prostitution, les conséquences de la prostitution sur l'ensemble de la société, les différentes écoles de pensée sur ce phénomène, les différentes législations internationales et nationales, dont la législation canadienne, et les effets de ces lois. ■■■

Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale: une nécessité pour tous les Québécois et toutes les Québécoises

En septembre 2002, le Conseil de la santé et du bien-être a présenté devant la Commission des Affaires sociales, un mémoire concernant le projet de loi 112, Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ce mémoire intitulé *Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale: une nécessité pour tous les Québécois et toutes les Québécoises* souligne la nécessité de donner suite à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en se basant sur quatre principaux messages. ■■■

Pour une stratégie du Québec en santé: décider et agir

Le Conseil de la santé et du bien-être a rendu public en août dernier son nouvel avis intitulé *Pour une stratégie du Québec en santé: décider et agir*. Rappelons que dans cet avis, le Conseil propose un



scénario de révision de la Politique de la santé et du bien-être. ■■■

Les conditions de vie des femmes et le développement régional et local de la région des Laurentides et Les conditions de vie des femmes et le développement régional et local dans l'Estrie, Collection "Femmes et développement des régions" du Conseil du statut de la femme.

Ces deux documents s'attachent à décrire le plus exhaustivement possible le cadre de vie des femmes de ces régions: du territoire et des infrastructures en passant par l'évolution démographique, la structure économique, les orientations de développement, la vitalité communautaire et la vie culturelle. Sont aussi abordés différents aspects des conditions de vie des femmes: la participation au marché du travail, la scolarisation, l'état de santé, la violence conjugale et sexuelle, la contribution du mouvement associatif des femmes, la participation politique et le travail non rémunéré. Ils contiennent aussi des pistes d'action et des recommandations adressées aux instances locales et régionales visant l'amélioration des conditions de vie des femmes. ■■■

Mémoire sur la Stratégie nationale de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale et sur le projet de loi no 112, Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Publication du Conseil du statut de la femme. Le Conseil considère que la stratégie est novatrice et audacieuse. Elle fait appel à l'engagement de l'ensemble des membres de la société concernés et vise à prévenir la pauvreté. Cependant, pour être réellement efficace, la stratégie devra se traduire par un plan d'action tenant compte des aspects sexospécifiques de la pauvreté, comprenant des mesures concrètes, des objectifs précis et des mécanismes de suivi permettant de mesurer les résultats aux paliers national, régional et local. ■■■

Adressé à :

Le Bulletin DÉVELOPPEMENT SOCIAL est une initiative du Conseil de la santé et du bien-être.
Sa publication sera dorénavant rendue possible grâce à la collaboration de plusieurs partenaires :

